

La voix de l'opposition de gauche

Le 6 août 2018

CAUSERIE ET INFOS

- [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Quelle époque terrible que celle où des fous dirigent des aveugles. — William Shakespeare

En juillet, je n'ai lu que 450 articles environ.

Pour enregistrer des films ou des concerts, des pièces de théâtre, des documentaires, etc. vous pouvez utiliser gratuitement Video DownloadHelper, à condition d'avoir un system d'exploitation récent, System 7 de Microsoft au minimum, c'est très simple et efficace, j'ai téléchargé plus de 700 films et 1.200 concerts ou albums. En cas de besoin, je peux vous aider.

Lu quelque part qui peut vous intéresser.

Si vous ne souhaitez pas faire l'objet de prospection commerciale par voie téléphonique, vous bénéficiez du droit de vous inscrire gratuitement sur la liste dite « Bloctel » d'opposition au démarchage téléphonique, accessible par le lien www.bloctel.gouv.fr, conformément à l'article L.223-1 du code de la consommation.

Rectificatif ou précision.

J'avais émis l'hypothèse que la réforme institutionnelle avancée par Macron et qui devait venir devant l'Assemblée nationale aurait pu être à l'origine de l'affaire Benalla, parce que tous les partis y étaient opposés hormis LREM, elle doit être abandonnée, parce qu'en fait elle figure dans des projets de loi soumis aux députés et sera donc adoptée puisque LREM a la majorité absolue à l'Assemblée nationale, et elle ne passera pas par le Congrès comme je l'avais supposé par erreur (par ignorance) et où elle aurait été rejetée.

Du coup, l'hypothèse la plus vraisemblable à retenir est sans doute celle à laquelle nous avons également fait allusion, d'un règlement de compte entre clans de l'oligarchie suite à la visite de Macron à Poutine et à l'infléchissement de sa politique sur la Syrie. Un coup tordu et rien de plus, mais qui révèle toutefois qu'au sein même de l'entourage de Macron qui lui dicte la politique adoptée, il existe des tensions et des divisions, des éléments indécis qui en sous-main sont prêts si nécessaire à saper son autorité, à trahir le clan qu'ils étaient sensés représenter.

Face aux succès remportés par Trump et sa détermination affichée à poursuivre dans la même voie, certains idéologues ou porte-parole du clan opposé à celui de Trump hésitent ou sont prêts à changer de camp ou tout du moins à le suivre sur certaines questions. Surtout quand ils observent qu'Israël se range au côté de Trump, cela signifie que le rapport de forces n'est plus favorable au clan de la guerre, de la diabolisation de la Russie, etc. celui qui a porté Macron au pouvoir et dont font partie ses conseillers, Attali, Jouyet, Minc, etc.

Maintenant parmi ses parrains, les oligarques qui l'ont propulsé à l'Elysée, certains n'ont-ils pas abdiqué ou n'ont pas encore compris qu'au sommet de l'oligarchie anglo-saxonne on s'était interrogé sur la meilleure stratégie adoptée, après que celle mise en oeuvre précédemment n'eut pas permis d'aboutir aux objectifs escomptés. Ils ont dû réaliser que les Etats-Unis étaient littéralement haïs par tous les peuples sur tous les continents, et que dans ces conditions il leur serait impossible d'espérer davantage de leur stratégie et que le moment était venu d'en changer

sans pour autant abandonner leur plan d'instaurer une dictature mondiale, je dirais même qu'il est plus d'actualité que jamais puisque l'orientation du capitalisme que représente Trump va alimenter la lutte des classes.

C'est paradoxal, c'est un pari risqué, sans doute, mais ils n'ont pas le choix. Il leur est imposé par la crise du capitalisme, l'impossibilité de réduire d'un coup de baguette magique les inégalités de développement qui existent entre les différentes nations, et la résistance de tous les peuples qui exigent que leurs besoins soient pris en compte.

Il faut comprendre qu'aucun des deux clans de l'oligarchie ne peut l'emporter seul sans le soutien de l'autre, après avoir essayé une formule, ils en testent une autre sans totalement abandonner l'autre, quitte à y revenir plus tard si nécessaire et ainsi de suite. Sur le plan politique en France, cela signifie que le clan qui a porté Macron au pouvoir est affaibli ou n'a plus la main, il doit composer avec ses adversaires ou lui faire d'importantes concessions. C'est en quelque sorte à retardement la conséquence de l'élection de Trump, dont la politique a mis plus d'un an pour s'imposer, après qu'il eut passé la première année à faire le ménage dans le gouvernement qu'on lui avait imposé et dans l'administration américaine qui lui était hostile, gangrenée par les néolibéraux les plus fanatiques et prêts à se lancer dans une nouvelle guerre mondiale.

Pendant toute la durée de cette affaire, je n'ai pas trouvé un article dans lequel Trump se serait exprimé ou aurait émis une remarque, un signe qui ne trompe pas.

Les articles qui m'ont amené à invalider cette hypothèse.

- La réforme institutionnelle, l'une des priorités de la rentrée pour Griveaux - AFP 3 août 2018

La réforme constitutionnelle prévoit notamment la suppression de la Cour de justice de la République, qui juge les ministres en fonction, au profit de la cour d'appel de Paris. Elle doit également réformer les conditions de fabrication de la loi, notamment les règles de dépôt d'amendements et l'accélération des procédures.

La réduction de 30% du nombre de parlementaires, la limitation du cumul à trois mandats identiques dans le temps et la dose de 15% de proportionnelle figurent dans des projets de loi organique et ordinaire. AFP 3 août 2018

- Après l'affaire Benalla, le casse-tête de la majorité pour sauver la réforme constitutionnelle - franceinfo 03.08

...les deux autres projets de loi (qui ne modifient pas la Constitution et ne nécessitent pas une majorité des 3/5es) regorgent de mesures clivantes. C'est ainsi dans le projet de loi organique que figure la baisse de 30% du nombre de parlementaires ou la limitation des mandats dans le temps, qui hérisse à droite comme à gauche. franceinfo 03.08

[Editorial de la Tribune des travailleurs par Daniel Gluckstein - La crise de la Ve République au jour le jour.](#)

Le 27 juillet, les députés du Parti socialiste, du Parti communiste et de La France insoumise ont déposé une motion de censure commune contre le gouvernement. Cette motion critique des « dysfonctionnements graves (et) une dérive autocratique au sommet de l'État » ; elle met en cause « plusieurs responsables au plus haut niveau de l'État », ainsi que « le Premier ministre, qui a refusé de s'exprimer devant l'Assemblée nationale » et « les députés de La République en marche ».

Le nom de Macron est absent de ce texte, de même que sa fonction et sa responsabilité dans l'affaire Benalla. Tout juste y trouve-t-on cette allusion : « Les faits interrogent les habitudes du président de la République en matière de sécurité. »

Le dépôt de cette motion de censure, acte symbolique (elle sera rejetée), n'a qu'une fonction : indiquer ce que « la gauche unie » veut et ce qu'elle ne veut pas.

Ce qu'elle veut : condamner une situation où « la confiance que le peuple doit accorder au gouvernement et dans ses institutions est compromise ».

Ce qu'elle ne veut pas : remettre en cause l'autorité du chef de l'État et les institutions de la Ve République.

Pourtant : si un seul individu doit être mis en cause, c'est Macron ; et si des institutions devaient être accusées, ce n'est pas tel ou tel service de police ou de justice, mais bien la Ve République dans son ensemble.

De dirigeants politiques qui prétendent parler en son nom, le peuple travailleur serait en droit d'attendre un appel clair à rompre avec ce régime discrédité et rejeté, et non un appel clair à le sauver.

De dirigeants se réclamant des intérêts ouvriers, populaires ou simplement de la démocratie, il serait en droit d'attendre qu'ils suspendent toute participation aux travaux de l'Assemblée nationale aussi longtemps que n'auront pas été retirés de l'ordre du jour les projets de loi destructeurs que le gouvernement persiste à vouloir y inscrire.

Allons plus loin. Pourquoi ces dirigeants n'iraient-ils pas jusqu'à soumettre une motion qui dise : « Constatant l'étouffement de toute discussion sérieuse dans la commission d'enquête parlementaire, et constatant que cet étouffement n'est pas une dérive mais une conséquence de la nature antidémocratique des institutions, l'Assemblée nationale s'autodissout ; elle convoque des élections générales à une Assemblée constituante chargée d'écrire une Constitution conforme à la démocratie, c'est-à-dire aux besoins de la majorité du peuple, au plan politique comme au plan social » ?

On objectera qu'une telle motion n'aurait pas davantage de chances d'être adoptée ?

Elle aurait en tout cas le mérite d'ouvrir une perspective claire, répondant à l'aspiration qui monte dans tout le pays.

Le Parti ouvrier indépendant démocratique a manifesté le 13 mai dernier, avec des travailleurs et des militants de toutes tendances, sur les mots d'ordre : « Macron, dehors, un an, ça suffit ! Dehors la Ve République et l'Union européenne ! »

Nous n'avons rien à modifier à ce mot d'ordre aujourd'hui. Au contraire.

LVOG - Nous partageons cet éditorial.

LFI et le PCF se sont présentés aux élections législatives en expliquant que leurs élus se serviraient de l'Assemblée nationale comme tribune pour représenter les intérêts des travailleurs... et on s'aperçoit une fois élus qu'ils font le contraire. En guise de combat contre les institutions de la Ve République, en réalité ils se fondent dedans. Il n'y a rien de nouveau en la matière, c'est exact, c'est une constante chez eux depuis 1958. Ils sont les héritiers de la SFIO (PS) et du PC sous la IV ou la IIIe République.

Qu'ils soient issus de la social-démocratie ou qu'il s'agisse du PCF, ils n'ont eu de cesse de soutenir le régime en place, au moins ils sont fidèles à quelque chose et servent à quelque chose. Leurs discours radicaux d'un jour ne servent qu'à couvrir leur trahison, leur collusion permanente avec le régime. Les travailleurs ne sont pas dupes. Après avoir légitimé Macron à maintes reprises, ils le ménagent, c'est dans l'ordre des choses.

La bonne méthode consiste effectivement à s'adresser aux travailleurs et aux militants de tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière, et non à leurs dirigeants vendus. Ils n'ont rien à attendre du capitalisme et ses institutions, de leurs représentants, y compris ceux qui se caractérisent de gauche.

La totalité de leurs aspirations sont parfaitement légitimes et ils doivent s'y tenir coûte que coûte. Sauf qu'ils ont tendance à les rabaisser ou à les oublier. Il faut les aider à en prendre conscience, à les étendre à l'ensemble de leur mode de vie pour qu'ils en arrivent à la conclusion qu'elles sont incompatibles avec l'existence du régime en place et qu'ils s'organisent pour le balayer à terme, sinon ils devront se résigner au triste sort qu'il leur réserve ainsi qu'à leurs enfants ou petits enfants.

Rien que l'idée de devoir vivre un jour de plus dans une société, un monde aussi pourri, est révoltant, personne ne peut ou ne devrait s'y résoudre sous peine de perdre toute envie de vivre, toute dignité.

Pourquoi et pour quoi vit-on ? D'où partons-nous et vers quoi nous tendons ?

Nous appartenons à la matière organique, nous sommes des organismes vivants, nous faisons partie de la faune, de l'espèce animale, plus précisément de celle des mammifères primates, dotés d'un cerveau qui commande nos organes, nos membres, nos sens, l'ensemble de nos fonctions biologiques, avec la particularité de se représenter le monde extérieur ou de le refléter ce qui nous permet de l'interpréter, de produire des idées, de penser, au-delà d'en prendre conscience et de prendre conscience de nous-même, de l'ensemble des expériences que nous serons amenés à vivre tout au long de notre existence, ce qui nous permettra d'élever ou de développer notre niveau de conscience pour agir ou transformer notre environnement de manière à pouvoir satisfaire nos besoins ou assurer notre survie...

Mais au départ, nous ne sommes que de petits animaux, faibles, sans défense, totalement ignorant de nous-même et de ce qui existe autour de nous, sans connaissance, sans conscience. Nous allons être amenés à vivre dans un monde, une société qui a été façonnée par les hommes au fil des millénaires et dont nous ignorons tout.

Cette société a évolué sans que les hommes aient conscience du processus dialectique, des lois qui étaient à l'origine de cette transformation, les mêmes qui sont à l'oeuvre dans la nature, la matière. Une fois sa représentation du monde extérieur parvenue à un stade de développement supérieur dans sa petite tête de primate, la nécessité lui vint de pouvoir la transmettre, de la conserver, et c'est ainsi qu'il se dota petit à petit d'un langage, cela prit tout de même des dizaines de milliers d'années avant de parvenir à un moyen de communication élaboré.

Si le langage est une activité pratique, il devait servir à transmettre les enseignements que les hommes avaient tiré de leurs expériences, de leurs observations, etc., de sorte que les moyens encore rudimentaires qu'ils avaient découverts ou inventés pour subvenir à leurs besoins ou améliorer leur mode de vie, allaient se perfectionner, leur force de travail allait devenir le principal moteur de l'évolution de la civilisation humaine.

Une fois atteint un certain stade de développement permettant aux hommes de produire au-delà de leurs propres besoins, la société allait donner naissance aux différentes classes sociales, aux

Etats, et se munir de frontières pour délimiter leur territoire, la lutte des classes était née et allait devenir l'autre principal facteur de l'évolution de la civilisation humaine.

La division de la société en classes allait être dès le départ inégale et injuste, au profit des plus robustes des plus rusés qui allaient s'accaparer les moyens de production et exploiter la force de travail des plus faibles, qui composeront successivement d'un côté la classe des exploités, des esclaves, des serfs, et enfin celle des salariés, et de l'autre la classe des exploiters, des esclavagistes, des féodaux, et enfin celle des capitalistes. Ces transformations successives seront le produit du développement des forces productives et de la lutte des classes qui se traduira par le passage à un nouveau mode de production, supérieur au précédent, tandis que les exploités n'auront que leur force de travail pour survivre, les exploiters accapareront l'essentiel des richesses produites.

Jusque là, je pense que les lecteurs n'ont eu aucune difficulté pour suivre cette démonstration. La suite peut s'avérer plus ardue à saisir, parce que j'aborde l'étape suivante sous un angle légèrement différent de celui auquel nous avons été habitués jusqu'à présent.

Dans le cadre du mode de production capitaliste les forces productives vont continuer de se développer, pour parvenir à un stade où à sont tour ce mode de production va devenir une entrave à leur développement, mieux, c'est la division de la société en classes qui va constituer dorénavant un obstacle au progrès de l'humanité pour s'émanciper du règne de la nécessité, qui jusque là a ponctué toute l'histoire de l'épopée humaine, de manière inconsciente rappelons-le.

Les forces productives ont atteint un tel degré de développement ou de perfectionnement qu'il est désormais possible de produire de quoi satisfaire l'ensemble des besoins de la population mondiale dans sa totalité, ce qui dans le passé était impossible, de sorte que la division de la société en classe n'a plus aucune raison d'être. Quel que soit le continent, le pays, chaque homme ou femme devrait pouvoir en principe accéder au même niveau de vie, à la même qualité de la vie, au bien-être, disposer des mêmes biens, des mêmes services sans que ce qui les différencie n'intervienne, de sorte que les notions de pauvre ou de riche, de statut social, appartiendrait au passé...

Or c'est incompatible avec la société telle qu'elle existe aujourd'hui, puisqu'elle a été bâtie sur la base des inégalités qui existaient entre les classes. Donc à défaut de permettre à l'humanité toute entière d'accéder à un niveau de vie supérieur, la classe qui détient le pouvoir s'y opposant détruit en masse les forces productives qui permettraient de satisfaire les besoins de tous les hommes. Par tous les moyens elle va empêcher qu'elles se développent davantage car elle ne peut pas admettre que les richesses produites soient partagées entre tous les hommes sans distinction de classe, mieux, parce qu'elle sait que cela coïnciderait avec la disparition de ses privilèges, et son statut de classe hégémonique disparaîtrait également, ce qu'elle ne peut évidemment ni concevoir et encore moins admettre.

C'est la raison pour laquelle, pour que la civilisation humaine et les forces productives puissent continuer d'évoluer ou accéder à un stade supérieur, la classe des exploités doit s'emparer des moyens de production pour les mettre au service des besoins de l'humanité, ce qui ne peut se concevoir sans une révolution pour chasser les exploiters qui ont accaparé également le pouvoir politique.

On a répondu à la question : Pourquoi et pour quoi vit-on ? D'où partons-nous et vers quoi nous tendons ?

Il y a cependant encore une précision à apporter et pas des moindres.

Les hommes, plus précisément les exploités et les opprimés, n'ont pas encore pris conscience que l'histoire de la civilisation humaine tendait soit vers leur servitude à vie ou l'élimination de l'espèce humaine, soit vers leur émancipation du règne de la nécessité ou conquérir leur liberté. L'immense majorité l'ignore toujours. Et il est impensable que l'humanité franchisse cette étape supérieure de son développement sans qu'un grand nombre en prennent conscience. L'humanité en a été jusqu'à présent l'acteur largement inconscient, mais comme le stade de développement auquel sont parvenues les forces productives coïncident avec la fin d'un cycle, soit le mode de production en place cède la place à un mode de production supérieur pour les libérer, soit elles sont vouées à s'autodétruire, toutes les guerres qui ont émaillé le XXe siècle et qui se poursuivent sous nos yeux en sont la meilleure illustration, on peut ajouter toutes les usines, entreprises, infrastructures qui sont abandonnées, fermées, détruites, alors qu'elles étaient en parfait état de fonctionnement ou étaient utiles à la population.

Nous sommes partis du petit animal qui a la naissance est complètement ignorant du monde dans lequel il est venu au monde, et qui est pourvu de la faculté de développer sa conscience. Que va-t-il en faire ? Jusqu'à quel niveau va-t-il la développer ? De quels moyens dispose-t-il pour y parvenir ? Quels obstacles va-t-il rencontrer pour qu'elle ne se développe pas ? Va-t-il les combattre ou se résigner à demeurer tel qu'il est ? Pourquoi n'y parvient-il pas ? Est-il possible de l'aider à y parvenir ? Qui l'aide, qui lui tient ce genre de discours ?

Je prétends que la plupart n'ont même pas conscience de la première ligne de cet exposé, qu'ils ont vécu ou plutôt survécu en recourant largement au mimétisme, par atavisme, exactement comme lorsque l'homme en était encore au stade élémentaire du primate, autant dire qu'ils ne sont pas plus évolués, même quand ils sont au volant de leur voiture ou tapotent sur un clavier.

On nous accusera peut-être de détester la terre entière, je m'y attendais, je connais ce refrain qui relève du procès d'intention ou de la diffamation. Attendez, j'ai affirmé que l'homme avait la faculté de développer sa conscience, à ma connaissance je n'ai pas fait de sélection, je n'en ai exclu aucun, sauf vous peut-être si vous y tenez.

Je prétends que le discours politique est une chose, il est indispensable, mais il n'est pas suffisant à notre époque, et surtout il ne permet pas d'atteindre les travailleurs qui ne raisonnent pas comme des militants. Moi, j'essaie de penser comme un travailleur pense, je ne cherche pas à me mettre à sa place ou à penser à sa place, c'est ce qui me distingue de la plupart des militants à l'esprit étriqué qui vivent dans leur bulle et qui en cela n'aident en rien les travailleurs à progresser, dans le cas contraire cela se verrait ou se saurait.

Ce n'est certainement pas en prenant nos désirs pour la réalité qu'on arrivera à quoi que ce soit.

Du particulier au général et vice versa constitue un des aspects de la dialectique.

Les conditions objectives comportent deux facettes, l'une générale, l'autre particulière. C'est un des aspects de la dialectique que l'on doit traduire dans notre discours, de manière à faire ressortir le rapport qui existe entre les deux, de sorte qu'on puisse agir dessus pour le modifier. Cela ne peut se faire qu'en recourant à un élément extérieur qui se situe sur le plan des conditions subjectives, à savoir la manière dont les travailleurs interprètent leur condition.

Je n'ai plus le temps de poursuivre, donc à suivre plus tard.

Dans quel monde vivons-nous ?

- De la royauté aux « démocraties » modernes, un continuum antidémocratique - partage-le.com 01.08

Vivons-nous en « démocratie » ? Bien sûr que non[1] ! Quelle drôle de question[2], me direz-vous. Cependant, si l'on en croit les médias de masse, les membres du gouvernement, les philosophes et autres intellectuels médiatiques, cela ne fait aucun doute : nous vivons évidemment en démocratie. Pour preuve, leur meilleure justification consiste bien souvent à bafouiller quelque chose signifiant à peu près « parce que c'est le nom du régime politique actuel », ou « parce que les institutions actuelles correspondent à ce que l'on appelle la démocratie », bref, une sorte de tautologie qui suggère que nous vivons en démocratie parce que nous vivons en démocratie. En termes de bluff, un joueur professionnel de poker ne ferait pas mieux, ou pas pire, c'est selon. Un rapide examen des institutions étatiques actuelles nous montre, au contraire, qu'elles sont toutes directement issues de régimes politiques qui n'avaient strictement rien de démocratique, pas même l'ombre d'une prétention.

Commençons par la plus détestée : la police. Pas besoin de recourir à des sources controversées pour découvrir l'histoire séculaire de cette triste institution. Le site web officiel de la police nationale l'explique très bien :

« Au XVe siècle, la hiérarchie royale s'établit comme suit : prévôt dans les prévôtés (de la taille d'une châellenie ou fief, une grosse commune rurale d'aujourd'hui), bailli ou sénéchal dans les bailliages ou sénéchaussées (de la taille d'un comté, environ d'un quart de département).

Ils cumulent des pouvoirs d'administration, de police et de justice. Cette hiérarchie est plus tard coiffée par les intendants, que l'on peut apparenter à nos préfets. [...]

'La police consiste à assurer le repos du public et des particuliers, à protéger la ville de ce qui peut causer des désordres'. L'édit que présente Colbert à Louis XIV en mars 1667 résulte de l'évolution des mœurs françaises depuis quelques siècles en matière de sécurité publique. Il envisage une approche globale de la criminalité et constitue l'acte fondateur de la police sous l'ancien régime en clarifiant une situation héritée du moyen-âge [sic].

La charge de lieutenant de police qu'il institue a pour but de créer un pouvoir autonome veillant à la bonne marche de la cité, quelque pression qu'il puisse subir. »

Au passage, il faut souligner un point important. À la lecture de leur formulation de l'histoire de la police, on ne ressent absolument pas — et il n'est jamais suggéré — que la « bonne marche de la cité » constitue l'imposition autoritaire et violente d'un ordre social hautement inégalitaire élaboré par et pour une poignée d'autocrates. Le discours étatique, y compris (manifestement) celui de l'État soi-disant démocratique de notre temps, évite toujours l'autocritique, c'est-à-dire la critique de l'État, même de l'État autoritaire, même de l'État royaliste ouvertement et officiellement antidémocratique d'il y a plusieurs siècles. L'histoire étant écrite par les vainqueurs, cela n'a rien de surprenant. Les descriptions des régimes étatiques du passé — royaumes, empires, etc. — que l'on peut lire dans un certain nombre de manuels scolaires traitant de l'histoire française n'insistent que très rarement sur leurs côtés profondément antidémocratiques, autoritaires, inégalitaires. Le même phénomène de culte du pouvoir fait que des Stéphane Bern — des lèche-bottes des descendants des rois et des reines d'autrefois, des nostalgiques des régimes ouvertement despotiques du passé — bénéficient d'émissions sur les principales chaînes de télévision et, plus généralement, de tribunes dans les médias de masse (radios, journaux) ; que de nombreuses rues portent les noms de nobles, de tyrans et de dictateurs ; que les villes sont parsemées de statues à leurs effigies?; que leurs demeures (palais, châteaux, etc.), jugées dignes d'admiration, deviennent des musées ou des attractions touristiques ; que partout, dans la culture dominante, on parle de ces « grands hommes qui ont fait l'histoire » ou qui « ont fait la France », etc. Ce phénomène découle du principe implicite et inhérent à toute société étatique selon lequel l'État (soi-disant démocratique, ou pas), comme ses dirigeants, doit être respecté, glorifié. Du principe qui fait que le pouvoir glorifie le pouvoir.

Quoi qu'il en soit, ce qu'il faut comprendre, et retenir, c'est que la police est une création historique de la royauté dont la « démocratie » moderne a (étrangement) hérité.

Le Sénat et l'Assemblée nationale, pour faire simple (on pourrait remonter encore plus loin dans le temps) sont des produits de la révolution bourgeoise de 1789 (« la constitution thermidorienne de 1795 fait naître le Sénat sous le nom de Conseil des Anciens ; il devint Corps législatif sous le Consulat et l'Empire[3] » ; l'Assemblée nationale, quant à elle, est née en 1789 lorsqu'un groupe de bourgeois, les fameux « députés du tiers état », considérant, avec la mégalomanie habituelle des bourgeois, qu'ils représentent « les quatre-vingt-seize centièmes au moins de la nation », décident de se proclamer Assemblée nationale). Il s'agit donc là aussi d'institutions créées par et pour des régimes non démocratiques.

Même chose pour les ministères : « Au moment de la Révolution française, les mots ministre et ministère deviennent courants et la Constitution de 1791 en fixe le nombre à six : Justice, Intérieur, Contributions et revenus publics, Marine, Guerre, Affaires étrangères[4]. » Le site du ministère de l'Intérieur le vante sans aucune gêne : « Depuis deux siècles, le ministère de l'Intérieur est au cœur de l'administration française : il assure sur tout le territoire le maintien et la cohésion des institutions du pays. » Il y a deux siècles, parce que c'est Napoléon Bonaparte, ce grand démocrate, qui a créé « ce qui a fait, et fait encore, la force de l'État en France : une administration institutionnalisée, indépendante, professionnalisée, hiérarchisée, rationalisée, nerf de la puissance publique. La politique intérieure de Napoléon s'exerça au travers de cette pyramide solide. À la tête de l'État, l'Empereur confia la direction d'un pan de l'action publique à des ministres[5]. » Là encore, à travers son propre discours, on constate que l'État, loin d'être critique à l'égard des régimes étatiques autoritaires et ouvertement despotiques du passé, se vante d'en être l'héritier direct.

Ainsi, de la tyrannie bonapartiste nous avons aussi hérité la Légion d'honneur, le Code civil, le Conseil d'État, et une bonne partie des structures actuelles de l'État. C'est également sous Napoléon Bonaparte que l'institution scolaire commence à prendre sa forme actuelle. Le site web de la Fondation Napoléon l'explique : « Sous le Consulat, Bonaparte met en place de nouvelles institutions qui parviendront jusqu'à nous, tant elles ont paru conformes aux nécessités de notre pays. » C'est-à-dire que les institutions établies par et pour un dictateur ont « paru conformes aux nécessités de notre pays » supposément démocratique. Simple coïncidence.

D'ailleurs, à propos de Napoléon et de la glorification des despotes des régimes étatiques passés, il faut savoir que la Fondation Napoléon, considérée d'utilité publique [sic], bénéficie d'aides publiques, comme lorsqu'elle a eu pour projet d'éditer la correspondance générale de Napoléon Bonaparte. C'est-à-dire que l'argent des contribuables, l'argent des petites gens — celui des descendants des sujets de l'Empire — est utilisé — par les descendants des dirigeants de l'Empire — pour financer cette fondation qui « se donne pour mission de faire connaître l'histoire du Premier et du Second Empire, et de contribuer à la mise en valeur du patrimoine napoléonien ». Qui se donne pour mission, autrement dit, de glorifier tout ce qui se rapporte à ce tyran sanguinaire, ce meurtrier de masse[6] qu'est Bonaparte. Les Guadeloupéens et les Martiniquais, qui subissent toujours les conséquences de la colonisation et qui, en plus de cela, paient le prix de politiques néocoloniales incroyablement irresponsables — avec l'empoisonnement des terres au chlordécone[7] pour au moins un demi-millénaire, parfois qualifié de « Tchernobyl antillais », pour ne donner qu'un exemple — doivent se réjouir du fait que leurs impôts servent à glorifier leur Némésis, le « Bourreau des Antilles », Napoléon Bonaparte.

Mais revenons-en à l'imposture démocratique. Un des seuls arguments avancés par ceux qui croient vivre en démocratie consiste à affirmer que l'élection est synonyme de démocratie. Sauf que pas du tout. La « démocratie » (le pouvoir du peuple) n'est pas synonyme de « régime électoral » (la délégation du pouvoir à un petit groupe de gouvernants), au contraire[8].

Et d'ailleurs, nous pourrions continuer encore et encore. La majorité des institutions qui régissent actuellement notre société sont des produits des régimes tout sauf démocratiques du passé. La duperie est grotesque d'une organisation sociale qui, d'un côté, se proclame radicalement différente (« démocratique ») de celles qui l'ont précédée (royautés, empires, etc.) et, de l'autre, se fonde précisément sur leurs institutions. Et pourtant, il s'agit d'un procédé très commun dans la société marchande. Les commerciaux professionnels de la sphère anglophone parlent de rebranding. Le rebranding est « une stratégie marketing qui consiste à trouver un nouveau nom ou un nouveau symbole pour une marque établie de longue date, afin de lui donner une identité différente, nouvelle, dans l'esprit des consommateurs, des investisseurs, des concurrents et autres acteurs. »

Ce même procédé a d'ailleurs donné naissance au mal nommé « développement durable ». Lorsqu'ils se sont rendus compte que tout ce dont ils faisaient (et font) frénétiquement l'éloge, et qu'ils regroup(ai)ent derrière le concept du « développement », précipitait une catastrophe écologique (et sociale) globale, et quand ils ont réalisé que l'opinion publique commençait à s'en inquiéter, les dirigeants étatiques et corporatistes du monde ont conjointement décidé, après quelques réunions (comme la Conférence de Stockholm), d'employer, à la place du terme « développement », l'expression « développement durable ». Quelle imagination féconde, me direz-vous. Certes, mais là n'est pas l'important. Ce qu'il faut voir, c'est que fondamentalement, rien n'a changé[9]: la planète est toujours en train d'être détruite (mais par la production d'ampoules basse consommation plutôt que haute consommation, de réfrigérateurs ou de téléviseurs A+++ plutôt que E-, de plastique soi-disant biodégradable en plus du pas du tout biodégradable, de véhicules roulant au biodiesel en plus de véhicules roulant au pétrole, etc.). Seule la manière de qualifier ce qui était et ce qui est encore entrepris a changé. D'où la continuation de la catastrophe.

De la même façon, nos « démocraties » modernes sont des rebrandings des régimes autoritaires du passé. Sous son nouveau vernis, l'État reste l'État : une organisation sociale fondamentalement antidémocratique. Seule son appellation a changé. partage-le.com 01.08

Notes.

1- <http://partage-le.com/2018/01/8605/>

2- <https://youtu.be/8Tt9hRY7Uk8>

3- [https://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9nat_\(France\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9nat_(France))

4- https://fr.wikipedia.org/wiki/Minist%C3%A8re_fran%C3%A7ais#Historique

5-

https://fr.wikipedia.org/wiki/Ministres_de_Napol%C3%A9on_ler#La_conception_du_r%C3%B4le_d_e_ministre_sous_le_r%C3%A8gne_de_Napol%C3%A9on

6- <http://melanine.org/?Douceur-Coloniale>

7- https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/06/07/scandale-du-chlordecone-aux-antilles-l-etat-a-fait-en-sortie-d-en-dire-le-moins-possible_5311379_3244.html

8- <https://www.ledevoir.com/lire/370322/la-democratie-trahie-par-l-election>

9- <http://partage-le.com/2016/02/cet-insoutenable-mot-de-developpement-par-fabrice-nicolino/>

Assemblée Nationale : « un retour en force du secteur privé » - alternatives-economiques.fr 09/07/2018

Sébastien Michon Chargé de recherche au CNRS et enseignant à l'IEP de Strasbourg, spécialiste de sociologie des élus et des questions de professionnalisation de la politique

Extraits.

Vous avez travaillé sur cinq législatures différentes, jusqu'à 1978. Quelles tendances avez-vous pu dégager sur le temps long ?

Nous avons essayé de mesurer ces tendances en nous intéressant aux parcours des élus et nous avons observé, en effet, une forte augmentation au cours des quarante dernières années du nombre d'anciens auxiliaires politiques. Ces positions sont devenues de véritables marchepieds pour faire des carrières politiques au plus haut niveau.

Un phénomène encore plus large ressort de l'étude des données que nous avons collectées : celui de l'allongement des carrières en politique. Pour accéder au premier échelon de la politique nationale, l'Assemblée Nationale, il faut avoir passé de plus en plus de temps en tant qu' élu local ou en tant que collaborateur politique ou auxiliaire politique. Le nombre d'années à attendre dans ces positions était passé de 12 ans en moyenne en 1978 à 19 ans en 2012. Une file d'attente s'est en quelque sorte créée : un certain nombre de personnes étaient candidates pour accéder aux différents mandats, notamment les plus prestigieux, ce qui les a contraintes à se maintenir plus longtemps en politique pour pouvoir accéder, plus tard dans la carrière, à différents mandats.

Dans cette file d'attente vous aviez des personnes qui étaient dans le champ politique depuis plusieurs années, en tant qu' élu ou en tant qu'auxiliaire, à plein-temps. Ils ont ainsi développé un certain nombre de connaissances et de savoir-faire : répondre à des journalistes, prendre la parole en public, animer une réunion, diriger une fédération locale d'un parti... Par rapport à des personnes aux novices, qui avaient un autre emploi, ils se trouvaient nettement avantagés dans la compétition pour les positions les plus prestigieuses. Ce sont des personnes fortement investies et qui ont des coups d'avance par rapport à ceux qui n'ont pas le temps, parce qu'ils travaillent à côté.

Pour ce qui est des élections législatives de 2017, vos données racontent-elles une histoire très différente de ce qu'on a pu entendre dès la sortie des urnes, sur le renouvellement des élites politiques ?

Ce renouvellement était un enjeu fort pour le groupe désormais majoritaire à l'assemblée. La République en Marche avait d'ailleurs annoncé dans sa campagne la présence de plus de 50 % de « novices » sur leurs listes. Nous avons voulu mesurer avec justesse si tous les élus qui étaient annoncés comme des novices en étaient véritablement.

Ce que nous montrons, c'est que s'ils étaient des « novices » dans la carrière électorale, ils étaient loin d'être sans passé politique ! Prenons par exemple Marie Guévenoux : cette députée LREM a certes été élue pour la première fois en 2017. Mais en réalité elle est dans l'espace politique depuis presque vingt ans : c'est une ancienne attachée parlementaire d'Alain Madelin, qui a aussi été membre de plusieurs cabinets ministériels. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

Nos données permettent de préciser cette définition de novices : ce sont des personnes qui n'ont jamais été élues auparavant, et qui n'ont jamais été collaborateurs ou auxiliaires. Il n'y a finalement que 44 % de véritables novices parmi les députés LREM.

Nous avons essayé de mesurer ces tendances en nous intéressant aux parcours des élus et nous avons observé, en effet, une forte augmentation au cours des quarante dernières années du nombre d'anciens auxiliaires politiques. Ces positions sont devenues de véritables marchepieds pour faire des carrières politiques au plus haut niveau.

Un phénomène encore plus large ressort de l'étude des données que nous avons collectées : celui de l'allongement des carrières en politique. Pour accéder au premier échelon de la politique nationale, l'Assemblée Nationale, il faut avoir passé de plus en plus de temps en tant qu' élu local ou en tant que collaborateur politique ou auxiliaire politique. Le nombre d'années à attendre dans ces positions était passé de 12 ans en moyenne en 1978 à 19 ans en 2012. Une file d'attente s'est en quelque sorte créée : un certain nombre de personnes étaient candidates pour accéder aux différents mandats, notamment les plus prestigieux, ce qui les a contraintes à se maintenir plus longtemps en politique pour pouvoir accéder, plus tard dans la carrière, à différents mandats.

Dans cette file d'attente vous aviez des personnes qui étaient dans le champ politique depuis plusieurs années, en tant qu' élu ou en tant qu'auxiliaire, à plein-temps. Ils ont ainsi développé un certain nombre de connaissances et de savoir-faire : répondre à des journalistes, prendre la parole en public, animer une réunion, diriger une fédération locale d'un parti... Par rapport à des personnes aux novices, qui avaient un autre emploi, ils se trouvaient nettement avantagés dans la compétition pour les positions les plus prestigieuses. Ce sont des personnes fortement investies et qui ont des coups d'avance par rapport à ceux qui n'ont pas le temps, parce qu'ils travaillent à côté.

Pour ce qui est des élections législatives de 2017, vos données racontent-elles une histoire très différente de ce qu'on a pu entendre dès la sortie des urnes, sur le renouvellement des élites politiques ?

Ce renouvellement était un enjeu fort pour le groupe désormais majoritaire à l'assemblée. La République en Marche avait d'ailleurs annoncé dans sa campagne la présence de plus de 50 % de « novices » sur leurs listes. Nous avons voulu mesurer avec justesse si tous les élus qui étaient annoncés comme des novices en étaient véritablement.

Ce que nous montrons, c'est que s'ils étaient des « novices » dans la carrière électorale, ils étaient loin d'être sans passé politique ! Prenons par exemple Marie Guévenoux : cette députée LREM a certes été élue pour la première fois en 2017. Mais en réalité elle est dans l'espace politique depuis presque vingt ans : c'est une ancienne attachée parlementaire d'Alain Madelin, qui a aussi été membre de plusieurs cabinets ministériels. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

Nos données permettent de préciser cette définition de novices : ce sont des personnes qui n'ont jamais été élues auparavant, et qui n'ont jamais été collaborateurs ou auxiliaires. Il n'y a finalement que 44 % de véritables novices parmi les députés LREM. Quelle rupture le groupe LREM a-t-il donc induit à l'assemblée ?

On peut identifier quatre catégories au sein des députés LREM. Il y a d'abord les députés sortants, transfuges d'autres partis, tels François de Rugy, Barbara Pompili, Christophe Castaner... Ces ancien(ne)s député(e)s ont rejoint la République en Marche juste avant les élections. Ils représentent 11 % du groupe.

Ensuite, on a tous ceux qui n'avaient pas été élus au niveau national mais qui avaient déjà fréquenté les coulisses du pouvoir, en particulier les cabinets ministériels – à l'instar de Benjamin Griveaux, qui faisait en quelque sorte partie de la garde rapprochée de Macron et qui a trouvé là un premier mandat d'importance. Ils sont aussi à peu près 10 %.

On a également un bloc d'environ un tiers d'élus locaux, qui pour la plupart n'avaient pas une longévité importante dans le champ. Je pense qu'au moment des attributions de l'étiquette « En marche ! », la commission de sélection des candidats a souhaité obtenir un certain équilibre (?) tout en trouvant des candidats un peu partout. Ils ont donc sélectionné des élus locaux souvent avec une courte expérience : quatre ans, cinq ans, ou un mandat tout au plus. On n'a donc pas de « vieux routiers » de la politique. Le fait qu'ils étaient aussi à la recherche de candidates femmes

les a aidés, car en moyenne, au local, les femmes ont moins d'expérience. La part des élus locaux est donc importante, mais ils ont une expérience politique beaucoup plus faible que les élus locaux qu'on retrouve au PS ou chez Les Républicains.

Pour finir la dernière catégorie identifiée est celle des novices — ceux qui n'ont jamais été élus, même au local et qui n'ont jamais été auxiliaires politiques. C'est tout de même la catégorie la plus importante (44 % des députés LREM).

Le renouvellement est donc fort, malgré tout. Mais on constate, paradoxalement, que ces candidats qui durant leur campagne critiquaient la « distance au terrain » et arguaient de leur ancrage dans la « vraie vie » ne font pas vraiment de travail de circonscription. Certains ont affirmé de manière assez décomplexée que ça ne les intéressait pas. Je pense notamment au député de la région lyonnaise, Bruno Bonnell, qui a fait cette sortie dans la presse : « moi, je suis un élu de la nation, ce qu'on pense en circonscription, je n'en ai rien à foutre ». Certains n'ont même pas ouvert de permanence !

Or ce travail de circonscription, c'est un peu le symbole de la politique du XX^e siècle. La permanence est un lieu où on accueille les citoyens, où se développe une forme d'assistance sociale : les citoyens, ne sachant pas trop où frapper, vont voir l'élu, le député ou la maire pour demander une recommandation, un avis, de l'aide, pour trouver un logement, un emploi... etc.

Un autre élément à mettre en perspective est que ce renouvellement est fortement situé socialement, avec des élus provenant souvent de l'élite économique. Nombre de députés novices ont été cadres supérieurs dans le privé, dirigeants ou associés dans des entreprises. Beaucoup ont monté des entreprises à côté de leur activité principale, ont été autoentrepreneurs à un moment... Les catégories populaires sont toujours quasi-absentes de la représentation nationale.

Nous avons essayé de mesurer ces tendances en nous intéressant aux parcours des élus et nous avons observé, en effet, une forte augmentation au cours des quarante dernières années du nombre d'anciens auxiliaires politiques. Ces positions sont devenues de véritables marchepieds pour faire des carrières politiques au plus haut niveau.

Un phénomène encore plus large ressort de l'étude des données que nous avons collectées : celui de l'allongement des carrières en politique. Pour accéder au premier échelon de la politique nationale, l'Assemblée Nationale, il faut avoir passé de plus en plus de temps en tant qu'élu local ou en tant que collaborateur politique ou auxiliaire politique. Le nombre d'années à attendre dans ces positions était passé de 12 ans en moyenne en 1978 à 19 ans en 2012. Une file d'attente s'est en quelque sorte créée : un certain nombre de personnes étaient candidates pour accéder aux différents mandats, notamment les plus prestigieux, ce qui les a contraintes à se maintenir plus longtemps en politique pour pouvoir accéder, plus tard dans la carrière, à différents mandats.

Dans cette file d'attente vous aviez des personnes qui étaient dans le champ politique depuis plusieurs années, en tant qu'élu ou en tant qu'auxiliaire, à plein-temps. Ils ont ainsi développé un certain nombre de connaissances et de savoir-faire : répondre à des journalistes, prendre la parole en public, animer une réunion, diriger une fédération locale d'un parti... Par rapport à des personnes aux novices, qui avaient un autre emploi, ils se trouvaient nettement avantagés dans la compétition pour les positions les plus prestigieuses. Ce sont des personnes fortement investies et qui ont des coups d'avance par rapport à ceux qui n'ont pas le temps, parce qu'ils travaillent à côté.

Pour ce qui est des élections législatives de 2017, vos données racontent-elles une histoire très différente de ce qu'on a pu entendre dès la sortie des urnes, sur le renouvellement des élites politiques ?

Ce renouvellement était un enjeu fort pour le groupe désormais majoritaire à l'assemblée. La République en Marche avait d'ailleurs annoncé dans sa campagne la présence de plus de 50 % de « novices » sur leurs listes. Nous avons voulu mesurer avec justesse si tous les élus qui étaient annoncés comme des novices en étaient véritablement.

Ce que nous montrons, c'est que s'ils étaient des « novices » dans la carrière électorale, ils étaient loin d'être sans passé politique ! Prenons par exemple Marie Guévenoux : cette députée LREM a certes été élue pour la première fois en 2017. Mais en réalité elle est dans l'espace politique depuis presque vingt ans : c'est une ancienne attachée parlementaire d'Alain Madelin, qui a aussi été membre de plusieurs cabinets ministériels. On pourrait multiplier les exemples de ce type.

Nos données permettent de préciser cette définition de novices : ce sont des personnes qui n'ont jamais été élues auparavant, et qui n'ont jamais été collaborateurs ou auxiliaires. Il n'y a finalement que 44 % de véritables novices parmi les députés LREM.

Quelle rupture le groupe LREM a-t-il donc induit à l'assemblée ?

On peut identifier quatre catégories au sein des députés LREM. Il y a d'abord les députés sortants, transfuges d'autres partis, tels François de Rugy, Barbara Pompili, Christophe Castaner... Ces ancien(ne)s député(e)s ont rejoint la République en Marche juste avant les élections. Ils représentent 11 % du groupe.

Ensuite, on a tous ceux qui n'avaient pas été élus au niveau national mais qui avaient déjà fréquenté les coulisses du pouvoir, en particulier les cabinets ministériels – à l'instar de Benjamin Griveaux, qui faisait en quelque sorte partie de la garde rapprochée de Macron et qui a trouvé là un premier mandat d'importance. Ils sont aussi à peu près 10 %.

On a également un bloc d'environ un tiers d'élus locaux, qui pour la plupart n'avaient pas une longévité importante dans le champ. Je pense qu'au moment des attributions de l'étiquette « En marche ! », la commission de sélection des candidats a souhaité obtenir un certain équilibre (?) tout en trouvant des candidats un peu partout. Ils ont donc sélectionné des élus locaux souvent avec une courte expérience : quatre ans, cinq ans, ou un mandat tout au plus. On n'a donc pas de « vieux routiers » de la politique. Le fait qu'ils étaient aussi à la recherche de candidates femmes les a aidés, car en moyenne, au local, les femmes ont moins d'expérience. La part des élus locaux est donc importante, mais ils ont une expérience politique beaucoup plus faible que les élus locaux qu'on retrouve au PS ou chez Les Républicains.

Pour finir la dernière catégorie identifiée est celle des novices — ceux qui n'ont jamais été élus, même au local et qui n'ont jamais été auxiliaires politiques. C'est tout de même la catégorie la plus importante (44 % des députés LREM).

Le renouvellement est donc fort, malgré tout. Mais on constate, paradoxalement, que ces candidats qui durant leur campagne critiquaient la « distance au terrain » et arguaient de leur ancrage dans la « vraie vie » ne font pas vraiment de travail de circonscription. Certains ont affirmé de manière assez décomplexée que ça ne les intéressait pas. Je pense notamment au député de la région lyonnaise, Bruno Bonnell, qui a fait cette sortie dans la presse : « moi, je suis un élu de la nation, ce qu'on pense en circonscription, je n'en ai rien à foutre ». Certains n'ont même pas ouvert de permanence !

Or ce travail de circonscription, c'est un peu le symbole de la politique du XX^e siècle. La permanence est un lieu où on accueille les citoyens, où se développe une forme d'assistance sociale : les citoyens, ne sachant pas trop où frapper, vont voir l'élue, le député ou le maire pour demander une recommandation, un avis, de l'aide, pour trouver un logement, un emploi... etc.

Un autre élément à mettre en perspective est que ce renouvellement est fortement situé socialement, avec des élus provenant souvent de l'élite économique. Nombre de députés novices ont été cadres supérieurs dans le privé, dirigeants ou associés dans des entreprises. Beaucoup ont monté des entreprises à côté de leur activité principale, ont été autoentrepreneurs à un moment... Les catégories populaires sont toujours quasi-absentes de la représentation nationale. alternatives-economiques.fr 09/07/2018

- Les (ultra)riches sont des psychopathes - partage-le.com 26.07

De nombreuses études scientifiques, d'année en année, l'ont démontré de différentes manières, les ultrariches ont tendance à être de sacrés sociopathes. On peut par exemple lire, dans un article[1] de Slate intitulé « C'est scientifiquement prouvé: les riches n'en ont rien à faire des autres », publié en 2018 :

« Un nombre croissant d'études démontrent que nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne. Être riche changerait notre façon de voir le monde : plus on a d'argent, moins on prêterait attention aux autres et à leurs problèmes. [...]

'Les études réalisées en ligne, sur le terrain et en laboratoire aboutissent toutes à la même conclusion : les riches se préoccupent moins d'autrui que les autres classes sociales', déclare Pia Detze, la principale auteure de l'étude relayée par Quartz. »

Dans un précédent article de Slate, publié en 2010 et intitulé « Les riches n'ont pas d'empathie[2] », on apprend que :

« Les riches ont moins d'empathie que les pauvres, affirme une étude parue dans Psychological Science. D'après les chercheurs, la réussite de la classe défavorisée dépend beaucoup de la capacité de ses membres à compter sur les autres. Par exemple, explique Science Daily, si on ne peut pas se permettre d'avoir une nounou ou une baby-sitter, on doit compter sur ses voisins ou sa famille pour qu'ils surveillent les enfants pendant qu'on travaille.

Pour une de leurs expériences, les chercheurs ont utilisé des volontaires qui travaillaient dans une université, en déterminant leur classe sociale par leur niveau d'études. Dans un test de perception émotionnelle, les volontaires ont regardé des photos de visages et ont dû dire quelles émotions ces visages traduisaient. Les gens les plus éduqués ont eu de moins bons résultats que les gens les moins éduqués. Lors d'une autre, les étudiants de classe supérieure (déterminée par les propres perceptions de chaque étudiant sur le statut socio-économique de sa famille) avaient plus de mal à lire correctement les émotions d'un inconnu pendant un entretien d'embauche en groupe.

Pourquoi cette différence ? Les chercheurs pensent que les personnes riches peuvent résoudre leurs problèmes grâce à leur argent, elles ne dépendent donc pas autant de l'entraide fournie par les autres. »

Dans un article intitulé « La richesse éloigne les riches de leur humanité[3] », publié en 2014 sur le site de l'Agence Science-Press, un média québécois à but non lucratif, rappelant que « les résultats d'expériences démontrant que l'argent nous éloigne de notre humanité s'accumulent en effet de plus en plus », on découvre les travaux de Dacher Keltner et de ses collègues de l'Université de Californie à Berkeley :

« Ils ont par exemple observé le comportement d'automobilistes à des intersections où il y avait quatre arrêts obligatoires. Les gens qui conduisaient des voitures de luxe étaient quatre fois plus enclins à couper les autres voitures que les gens conduisant des voitures bon marché. Même phénomène observé aux traversées piétonnes : les personnes dans des voitures économiques

respectaient la priorité de passage aux piétons tandis que les gens dans les voitures de luxe ignoraient les piétons 46% du temps.

Et ce peu de considération pour les autres ou pour les règlements ne se manifeste pas seulement en voiture. Ayant invité des gens de différentes classes sociales dans leur laboratoire pour divers tests, l'équipe de Keltner avait disposé à la sortie un gros pot rempli de bonbons mais avec une inscription bien en vue à côté disant que les bonbons étaient réservés aux enfants qui venaient au laboratoire. Et encore une fois, plus riche était la personne, plus elle prenait souvent malgré tout un bonbon en sortant.

D'autres études montre que la richesse s'accompagne d'une plus grande probabilité d'enfreindre le code de la route, de tricher, de commettre des vols à l'étalage ou d'être moins généreux envers ceux qui demandent la charité. Certains expliquent cela par le sentiment de liberté que procure l'argent et qui fait croire qu'on peut se passer des autres, oubliant qu'il y a des choses pour notre équilibre affectif qui s'achètent difficilement. Le fait que l'opulence amène également un sentiment de supériorité essentialiste[4], c'est-à-dire l'impression d'être naturellement supérieur, ne doit pas aider non plus, côté empathie... »

Dans un autre article[5], publié sur Atlantico, on apprend que :

« Selon certaines études, les personnes appartenant à des catégories socioprofessionnelles très élevées partageraient de nombreux points en commun avec les psychopathes. [...] Les scientifiques suisses de l'université de Saint-Gall se sont un jour amusés à comparer les comportements des traders à ceux des psychopathes retenus dans des établissements de haute sécurité. Certes, les opérateurs de marché n'ont pas bonne réputation, mais n'était-ce pas pousser le bouchon un peu loin ? Que nenni. Selon les résultats, les financiers de l'extrême serait encore plus manipulateurs et dangereux que les patients des asiles. Le goût pour la prise de risque chez les traders serait dû à un tempérament imprudent et manipulateur encore plus prononcé que chez les psychopathes. »

Dans un texte intitulé « La pathologie de la riche famille blanche[6] », le journaliste Chris Hedges, résumant ce qui précède, écrit que :

« La pathologie de la riche famille blanche est la plus dangereuse des pathologies des États-Unis. La riche famille blanche est maudite par trop d'argent et de privilèges. Elle est dénuée d'empathie, conséquence de vies entières de prérogatives. Son sens de la loyauté est restreint et elle ne possède pas d'aptitude au sacrifice personnel. Sa définition de l'amitié se réduit à 'que pouvez-vous faire pour moi??' Elle est possédée par un désir insatiable d'accroître sa fortune et son pouvoir. Elle pense que la richesse et les privilèges lui confèrent une intelligence et une vertu supérieures. Elle baigne dans l'hédonisme et le narcissisme effrénés. Et à cause de tout cela, elle interprète la réalité à travers un prisme d'auto-adulation et d'avarice qui relève de la démence. La famille blanche et riche est une menace. »

Emmanuel Macron est de ceux-là. Beaucoup — voire l'immense majorité — de ceux qui ont accès à des postes importants, qui jouent des rôles importants dans le système politico-économique dominant (« décideurs » politiques, PDG de multinationales, ultrariches à la tête d'empires financiers, etc.) en sont également. De manière plus générale et véritablement « systémique », une des nombreuses horreurs du capitalisme mondialisé, organisé par et pour les ultrariches, c'est qu'il est littéralement conçu pour encourager, à tous les niveaux, des comportements sociopathologiques, inhumains — à travers l'obligation de vendre son temps de vie sur un marché du travail ; la marchandisation de tout (de toutes nos activités quotidiennes, des interactions humaines les plus élémentaires, du monde naturel, ce qui donne les fameux « services écosystémiques », etc.) ; le fait que nous soyons prisonniers d'une société d'une taille et d'une complexité qui dépassent largement l'entendement humain, ce qui implique que nous ne pouvons faire autrement que de cautionner toutes sortes de choses dont nous ignorons tout, bon gré, mal

gré, avec les conséquences que l'on sait ; et finalement la destruction de tout ce qui faisait d'une communauté une communauté, de tout ce que « faire société » impliquait d'entraide et de solidarité.

C'est pourquoi, d'un certain point de vue, les résultats d'une étude menée par des chercheurs de l'université australienne de Bond, qui nous révèlent que plus de 20% des PDG sont des psychopathes, ne sont pas étonnants (selon certaines évaluations, sur l'ensemble de la population ce taux serait d'environ 1%). Et pourtant, d'un autre point de vue, ils le sont. 20%, seulement ?! Dans une organisation sociale dont le fonctionnement général nous impose à tous de supporter, de cautionner, ou d'adopter au quotidien des comportements antisociaux, cela semble bien peu, d'autant plus que l'entreprise est l'entité sociopathologique par excellence (ainsi que Joel Bakan tente de l'exposer dans *The Corporation*).

Le système économique-politique dominant — dans lequel le pouvoir n'est pas équitablement réparti entre tous mais concentré entre quelques mains, accaparé par une oligarchie — encourage la psychopathie en récompensant les comportements psychopathiques et en punissant ceux qui font preuve de conscience et d'intégrité. Le seul exemple de l'entreprise suffit amplement à l'illustrer. Pour se maintenir dans la course capitaliste, une entreprise doit rester compétitive et, pour ce faire, ses dirigeants n'hésiteront pas à recourir à des licenciements massifs, au mépris de leurs conséquences humaines désastreuses. De la même manière, l'industrialisme se basant sur la surexploitation du monde naturel, une entreprise compétitive est une entreprise qui n'hésite pas à exploiter, polluer ou détruire l'environnement. Les politiques mentent et ne tiennent jamais leurs promesses, tout le monde le sait et, à l'instar des dirigeants du monde de l'entreprise, ils n'hésitent pas à instaurer des mesures d'austérité, au mépris de leurs conséquences humaines désastreuses.

Le lien entre pouvoir et psychopathie est inéluctable. L'histoire plurimillénaire de la civilisation et de l'État, c'est l'histoire de sociétés dans lesquelles le pouvoir est accaparé par un homme ou un groupe d'hommes (et pas de femmes, dans l'immense majorité des cas), qui en abuse. En contraste, l'histoire bien plus longue des sociétés sans État, c'est souvent celle de peuples ayant réussi, par diverses modalités culturelles, à empêcher l'accaparement ou l'accumulation du pouvoir. C'est à l'aune de cela qu'il faut comprendre la célèbre phrase de Louise Michel : « Le pouvoir est maudit, c'est pourquoi je suis anarchiste. »

Bien évidemment, les sociopathes ultrariches qui tirent le plus profit de l'organisation socioéconomique dominante sont prêts à tout pour défendre leurs privilèges, pour défendre cette organisation qui leur octroie pouvoir et richesse. Y compris, manifestement, à employer les forces violentes dont ils détiennent le contrôle. Il s'ensuit, très logiquement, que la non-violence, seule, n'a aucune chance de faire advenir le changement social et écologique tant attendu.

En attendant, une poignée d'ultrariches continuera à régner et à s'enrichir toujours plus au détriment de nous tous et de la planète dans son ensemble. Jusqu'à ce que... partage-le.com 26.07

- La pauvreté en Europe - inegalites.fr 13 juin 2018

17,3 % des Européens, soit 87 millions de personnes, vivaient sous le seuil de pauvreté en 2015 selon Eurostat [1], si on prend en compte le seuil à 60 % du revenu médian de chaque pays (voir encadré ci-dessous). La Finlande (11,6 %), le Danemark (11,9 %), la Norvège (12,2 %) et les Pays-Bas (12,7 %) font partie des pays où le taux de pauvreté est le plus faible. Avec un taux à 13,6 %, le niveau de la pauvreté en France se situe également parmi les plus bas d'Europe. Il est même le plus faible des pays les plus peuplés.

À l'opposé, la Roumanie (25,3 %), l'Espagne (22,3 %) et la Grèce (21,2 %) ont les taux de pauvreté les plus élevés. L'Italie et le Portugal ne sont pas loin avec respectivement 20,6 % et 19,0 %. Ces pays sont fortement touchés par la crise économique et ont un taux de chômage très élevé, notamment chez les jeunes.

En prenant en compte les seuils à 40 % du niveau de vie médian national (c'est-à-dire le niveau de la grande pauvreté), les hiérarchies et les écarts entre les pays sont partiellement modifiés. En moyenne, 6,4 % de personnes sont touchées en Europe. En Roumanie (13,5 %), en Espagne (10,7 %) et en Grèce (10,2 %), plus d'une personne sur dix vit dans la grande pauvreté. Le Royaume-Uni (5,6 %), la Suède (5,1 %) et l'Allemagne (4,8 %) sont proches de la moyenne européenne. En France, la part de la population très pauvre est parmi les plus faibles (3,1 % selon Eurostat). Seule la Finlande contient encore mieux la grande pauvreté (2,2 %).

Quel seuil de pauvreté retenir ?

Les taux de pauvreté mesurent la proportion de la population qui vit avec un revenu disponible inférieur au seuil de pauvreté. Ce seuil correspond à un pourcentage du revenu médian national. Le seuil le plus souvent utilisé équivaut à 60 % du revenu médian. Le seuil à 60 % est le plus fréquemment utilisé dans les comparaisons européennes. Il s'agit d'une convention qui correspond à une conception large de la pauvreté. On peut tout aussi bien utiliser le seuil à 50 %, voire à 40 % qui se focalise sur la grande pauvreté. Aucun seuil n'est objectivement meilleur.

Le seuil retenu n'est pas le revenu médian européen mais le revenu médian de chaque pays. Le Royaume-Uni enregistre 15,9 % de pauvres au seuil à 60 % du revenu médian contre 22,3 % en Espagne. Le seuil de pauvreté britannique est plus élevé que le seuil espagnol : il est estimé à 876 euros par mois au Royaume-Uni contre 759 euros en Espagne. inegalites.fr 13 juin 2018

- Démographie Vers une planète à 11 milliards d'humains - alternatives-economiques.fr 12/07/2018

Nous vivons une époque tout à fait exceptionnelle dans l'histoire de l'humanité : quand l'auteur de ces lignes est né, il y a soixante et un ans, 2,9 milliards d'êtres humains « seulement » peuplaient la Terre. Aujourd'hui, nous sommes 7,6 milliards, 2,6 fois plus... Une hausse inégalée en un temps si court.

Des vies plus longues

La population humaine a en effet oscillé entre 200 et 400 millions d'individus depuis le début de notre ère jusqu'au XVI^e siècle, selon les estimations du projet HYDE de la Netherlands Environmental Assessment Agency. Elle n'a fini par dépasser le milliard qu'au seuil du XIX^e siècle. Depuis, la croissance démographique n'a cessé de s'accroître. C'est le résultat, tout d'abord, d'un recul rapide de la mortalité des jeunes enfants : en France, le taux de mortalité infantile¹, qui était de l'ordre de 30 % au XVIII^e siècle, est tombé à 0,35 % du fait des progrès de la médecine et des conditions d'accès à celle-ci, ainsi que de l'amélioration des conditions d'hygiène, avec notamment l'eau courante et le traitement des eaux usées. Ce mouvement, qui a d'abord touché les pays industrialisés, se poursuit dans les pays du Sud, en dépit des difficultés qu'ils rencontrent : à l'échelle mondiale, le taux de mortalité infantile, qui était encore de 6,5 % en 1990, a reculé à 3 % en 2016, une division par deux en un quart de siècle.

Parallèlement, l'amélioration des conditions de travail et celle de la médecine ont permis un allongement spectaculaire de la vie. Au début du XIX^e siècle, l'espérance de vie n'était que de quarante ans en France, elle a aujourd'hui doublé. Là aussi, la même évolution se poursuit dans les pays du Sud : l'espérance de vie à la naissance, de 52,6 ans en moyenne dans le monde en 1960, est aujourd'hui montée à 71,9 ans, quasiment vingt ans de plus. En 1960, seuls 43 % des

hommes et 53 % des femmes dépassaient l'âge de 65 ans. Aujourd'hui, ces taux sont respectivement de 73 % et 81 %. Cet allongement de la vie contribue par lui-même à la hausse de la population : si chacun d'entre nous reste sur Terre quatre-vingts ans au lieu de quarante, la population double à nombre de naissances égal.

Deux enfants par femme en 2100

Mais la croissance démographique a surtout accéléré du fait des comportements de reproduction, qui ne se sont adaptés qu'avec retard à la nouvelle donne. A l'époque où la mortalité infantile touchait un nouveau-né sur trois et où le risque était grand que les guerres et les épidémies enlèvent les autres avant l'âge adulte, il fallait que chaque famille ait de nombreux enfants pour qu'un ou deux survivent et puissent assurer les vieux jours de leurs parents, en un temps où les systèmes de retraite n'existaient pas. Par la suite, les femmes ont longtemps continué à avoir de nombreux enfants, alors que ceux-ci avaient beaucoup plus de chances de vivre qu'auparavant. D'où l'explosion démographique que l'on a pu observer dans les pays développés, puis dans ceux du Sud.

La transition démographique, ce processus qui amène les femmes à réduire leur nombre d'enfants, est cependant achevée désormais dans les pays développés : quasiment tous sont passés depuis les années 1980 sous la barre des 2,1 enfants par femme, qui stabilise une population. Cette transition est également bien engagée à l'échelle mondiale : une femme avait en moyenne 5 enfants en 1960, elle n'en a plus aujourd'hui que 2,5. Cette chute a été particulièrement marquée en Chine (de 5,7 enfants par femme à 1,6) et en Inde (de 5,9 à 2,4). Mais le cas le plus spectaculaire est fourni par l'Iran des mollahs : on y est passé de 6,9 enfants par femme en 1960 à 1,7 en 2015. C'est notamment cet exemple qui avait amené Youssef Courbage et Emmanuel Todd à contester en 2007 la thèse du « choc des civilisations » [1]. L'Afrique constitue cependant une exception majeure, même si la transition démographique est enclenchée : les femmes y ont en effet encore 4,9 enfants en moyenne.

Comment la population va-t-elle évoluer à l'avenir ? La prévision démographique est un art difficile. On connaît certes le nombre de personnes nées au cours des années précédentes, mais il faut encore estimer le nombre d'enfants qu'elles-mêmes auront à l'âge adulte. De plus, des crises, comme des épidémies ou des guerres, peuvent avoir un impact sensible difficile à prévoir : l'épidémie de sida, qui a surtout affecté l'Afrique, a changé la donne démographique sur ce continent dans les années 1990. Enfin, à l'échelle d'un pays donné, les comportements migratoires peuvent, eux aussi, modifier profondément les choses.

Défi écologique

Les Nations unies réalisent cependant régulièrement une prospective démographique mondiale. Le dernier exercice date de 2017. Trois hypothèses ont été chiffrées. Tout d'abord, si le taux de fécondité des femmes se maintient d'ici à 2100, 10,8 milliards de personnes peupleraient la Terre en 2050 et 16,3 en 2100, plus de deux fois plus qu'aujourd'hui... A l'autre extrême, si la fécondité passait de 2,5 enfants par femme aujourd'hui en moyenne à 1,75 en 2050 et 1,5 en 2100, la population mondiale culminerait à 8,8 milliards de personnes en 2050, pour redescendre à 7,3 milliards en 2100, un peu moins qu'aujourd'hui.

Enfin, la projection médiane, celle que privilégient les Nations unies, anticipe une baisse de la fécondité de 2,5 enfants par femme aujourd'hui à 2 en 2100. Dans cette hypothèse, nous serions 9,8 milliards en 2050 et 11,2 milliards en 2100, 47 % de plus qu'aujourd'hui... Dans ce cas de figure, l'Afrique subsaharienne apporterait à elle seule la moitié de la croissance démographique : avec son milliard d'habitants, elle pèse aujourd'hui 14 % de la population mondiale ; les 2,2 milliards d'Africains de 2050 en représenteraient 22 % ; et leurs 4 milliards de descendants 36 % en 2100. Une pression démographique qui alimente les spéculations au sujet des migrations massives susceptibles de se produire au cours des prochaines décennies.

On assisterait aussi à un vieillissement sensible de la population : la part des plus de 65 ans, qui est aujourd'hui de 8 %, grimperait à 16 % de la population mondiale en 2050 et à 23 % en 2100. Tandis que les moins de 25 ans passeraient de 42 % à 30 %. Ceci étant, les 25-65 ans, le coeur de la population active, baisseraient seulement de 49 % du total aujourd'hui à 48 % en 2100. Or, c'est cette proportion qui est déterminante sur le plan économique : combien de jeunes et de vieux un actif doit-il nourrir ?

Cette hypothèse médiane est privilégiée par les Nations unies parce qu'elle intègre des changements très progressifs des comportements humains en matière de reproduction. Elle semble cependant difficilement compatible avec les défis écologiques auxquels est confrontée la planète. Les pays riches ont évidemment une lourde responsabilité en la matière et nous devons changer en profondeur nos modes de vie, mais la recherche d'une stabilisation plus rapide de la population mondiale est elle aussi sans doute incontournable.

1. Mortalité infantile : nombre de décès d'enfants de moins de 1 an rapporté au nombre de naissances vivantes

2. Transition démographique : passage d'un régime où la fécondité et la mortalité sont élevées à un régime où elles sont faibles. alternatives-economiques.fr 12/07/2018

Parole d'internaute.

- Encore une jolie page de propagande réchauffiste. Les vagues de chaleur à court terme ont toujours existé. C'est illusoire de faire des raisonnements à long terme à partir d'événements climatiques à court terme. D'autant plus que la loupe médiatique met du spectaculaire sur les événements, sans les cadrer dans un contexte avec du recul. Et la prévision du climat futur est basée sur un modèle de faible valeur, pour la simple raison qu'il n'a jamais rien prévu correctement.

Il y a d'autres théories, bien sûr qui ne sont pas politiquement correctes car dans ce domaine on n'a pas le droit de douter de l'histoire officielle sinon on perd ses crédits. Par exemple, celle de Valentina Zharkova sur les cycles solaires, qui prévoit l'entrée dans une ère de faible activité solaire à partir de 2020 et pour un bon moment, où nous verrions la Tamise gelée comme en 1677. Il faut voir comme elle s'est fait taper dessus pour avoir osé dire ça.

La réalité c'est qu'il n'y a aucun consensus scientifique sur le climat, contrairement à ce que les politiques comme ces bandits de Al Gore ou Obama veulent faire croire, et pour la simple raison qu'il n'y a pas de modèle qui fonctionne. Et il n'y a même pas de mesures de température potables, à part Argo depuis les années 2000. La base d'un modèle correct ce sont des mesures valables.

Il y a un moment où il faut cesser de dire des bêtises sur le climat.

Toute cette histoire c'est de la religion, pas de la science.

Le vieux monde craque de partout.

Dans un sens ou dans l'autre, pour le meilleur ou le pire...

- Une immense foule de druzes israéliens proteste contre une loi controversée - AFP 5 août 2018

Une foule immense de druzes israéliens et leurs sympathisants a manifesté samedi à Tel-Aviv contre une nouvelle loi controversée qui disent-ils fait d'eux des citoyens de seconde classe.

Selon les médias israéliens, quelque 50.000 personnes ont pris part à la manifestation. AFP 5 août 2018

- Des manifestants attaquent une école religieuse en Iran, tensions croissantes - AFP 4 août 2018

Des manifestants iraniens ont attaqué une école religieuse dans une province proche de Téhéran, après plusieurs jours de protestations contre les difficultés économiques à l'approche du rétablissement des sanctions américaines.

Vendredi soir, "environ 500 manifestants ont attaqué une école religieuse, tentant de briser ses portes et de brûler des objets", a rapporté samedi l'agence de presse Fars, proche des conservateurs, en citant le directeur de l'école d'Ishtehad dans la province de Karaj.

Ils "sont arrivés avec des pierres et brisé toutes les fenêtres de la salle de prière, scandant des slogans contre le régime", avant d'être dispersés par la police anti-émeutes, a-t-il ajouté en faisant état d'arrestations.

Ces derniers jours, des manifestations rassemblant des centaines de personnes ont eu lieu dans plusieurs grandes villes comme Chiraz (sud), Ahvaz (sud-ouest), Machhad (nord-est) et Karaj. AFP 4 août 2018

- Argentine: des milliers de manifestants contre la légalisation de l'avortement - AFP 5 août 2018

Des milliers de fidèles convoqués par les églises évangéliques d'Argentine ont manifesté samedi à Buenos Aires contre le projet de légalisation de l'avortement qui doit être examiné par le Sénat mercredi. AFP 5 août 2018

- Nicaragua: manifestation de soutien aux médecins licenciés par le pouvoir - AFP 5 août 2018

Des milliers de personnes ont défilé samedi à Managua pour soutenir les médecins licenciés par le gouvernement pour avoir soigné les opposants blessés au cours des manifestations qui, depuis mi-avril, ont fait 317 morts et au moins 2.000 blessés.

Simultanément, des milliers de personnes favorables au président Daniel Ortega ont manifesté à l'appel du gouvernement pour demander "justice pour les victimes du terrorisme". AFP 5 août 2018

- Bangladesh: 115 étudiants blessés dans une manifestation qui dégénère - AFP 5 août 2018

Une centaine d'étudiants ont été blessés samedi au Bangladesh dans des heurts avec la police, qui a tiré des balles en caoutchouc en direction de manifestants protestant contre l'insécurité routière, selon un médecin et des témoins. AFP 5 août 2018

- A Séoul, affluence record à une manifestation de femmes contre les caméras espions - AFP 5 août 2018

Une nouvelle manifestation pour exiger du gouvernement sud-coréen de réprimer davantage la "pornographie par caméra-espion" a attiré samedi à Séoul une foule record de 70,000 femmes, selon ses organisateurs.

Ce sont 10.000 de plus que la précédente édition de cette manifestation mensuelle, malgré une canicule sans précédent dépassant les 37 degrés.

Les manifestations dénoncent un phénomène grandissant baptisé "molka": des vidéos de femmes tournées à leur insu dans les toilettes, à l'école, dans les trains, les vestiaires... qui sont devenues omniprésentes. AFP 5 août 2018

- Gaza: décès d'un adolescent palestinien blessé par des tirs israéliens - AFP 5 août 2018

Un adolescent palestinien a succombé samedi à ses blessures infligées la veille par des tirs de soldats israéliens lors d'une manifestation près de la barrière séparant Israël de la bande de Gaza, a annoncé le ministère de la Santé dans cette enclave. AFP 5 août 2018

- Afghanistan : des kamikazes déguisés en femmes tuent au moins 35 fidèles dans une mosquée chiite - LeParisien.fr 5 août 2018

Le bilan s'est alourdi samedi à Gardez, dans l'est de l'Afghanistan, où les autorités ont dénombré 35 morts et 94 blessés au lendemain de l'attentat de deux kamikazes en burqa dans une mosquée... LeParisien.fr 5 août 2018

Quand des médias dits alternatifs se livrent à des numéros d'illusionnisme.

- Comment les professionnels de l'évasion fiscale noyautent les institutions européennes - bastamag.net 11 juillet 2018

Extrait. Face à la succession des scandales, et dans un contexte d'austérité budgétaire sur le vieux continent, les instances européennes se devaient de faire quelque chose pour lutter contre l'évitement fiscal des multinationales. (...) (Nous n'attendons rien des "instances européennes", nous considérons qu'elles sont illégitimes. Bref, ces gens-là leur accordent une légitimité que les peuples leur refusent. Pour qui roulent-ils ? - LVOG)

« Si nous voulons que les multinationales paient leur juste part d'impôts, il faut créer un mur étanche entre les législateurs et l'industrie de l'évitement fiscal », conclut Vicky Cann, de Corporate Europe Observatory. C'est ce que l'Organisation mondiale de la santé, assiégée par les lobbyistes de l'industrie du tabac, a fini par décider. Une initiative qui pourrait être reproduite dans d'autres secteurs. bastamag.net 11 juillet 2018

Là c'est pire encore, ils légitiment l'existence des multinationales et de l'ONU dont l'OMS est une officine. Sans rire, ces gens-là sont de gauche, mais pas vraiment des opposants au capitalisme, ils sont donc de droite et l'ignorent ! C'est leur droit, mais qu'ils l'assument.

Quand au nom du pluralisme de l'information, ils offrent une tribune à une officine de la NED/CIA.

- Russie 2017/2018, par Amnesty International - Les Crises 5 août 2018

Extrait. Les droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique ont fait l'objet de restrictions supplémentaires. Des défenseurs des droits humains et des ONG indépendantes ont cette année encore été victimes de manœuvres de harcèlement et d'intimidation. Les droits culturels ont été battus en brèche, par le biais notamment de représailles et de l'autocensure. Des minorités religieuses ont continué d'être harcelées et persécutées. Le droit d'être jugé dans des conditions équitables a fréquemment été bafoué. La torture et les autres mauvais traitements n'ont pas cessé ; l'action des organismes indépendants de surveillance des lieux de détention continuait de se réduire. Le Caucase du Nord était toujours le théâtre de graves atteintes aux droits humains. La Russie a opposé son veto aux résolutions du Conseil de sécurité [ONU] sur la Syrie. Les droits des migrants et des réfugiés n'étaient pas protégés. Certaines formes de violence domestique ont été dépénalisées. Les personnes LGBTI demeuraient victimes de discriminations et de violences.

En Tchétchénie, les hommes gays ont été la cible d'une campagne concertée d'enlèvements, de torture et d'homicides de la part des autorités locales. (...) (On retrouve là le discours des Obama, Clinto, Mc Cain, du PS au NPA, de l'Otan... - LVOG)

La police a bien souvent usé d'une force excessive et inutile pour disperser les manifestants pacifiques. (...) (Comme dans de nombreux pays pour ne pas dire tous. - LVOG)

Depuis le 26 mars, au moins huit manifestants ont été mis en examen pour des actes de violence dont ils se seraient rendus coupables alors qu'ils tentaient de se défendre ou de protéger des tiers des brutalités policières, à Moscou, à Petrozavodsk et à Volgograd. Des poursuites ont été engagées au pénal contre d'autres manifestants, dont certains faisaient l'objet d'accusations contestables. (...) (Comme dans de nombreux pays pour ne pas dire tous. - LVOG)

Le 7 février, la Cour européenne des droits de l'homme a rendu un arrêt dans le cadre de l'affaire Lachmankine et autres la Russie, concernant 23 requérants de différentes régions. (...) (Pour convaincre les lecteurs du bien-fondé de leurs intentions et de leurs accusations, tout au long de leur article ils vont faire appel à l'Union européenne, qui comme chacun sait est une institution démocratique... - LVOG)

La Loi sur les « agents de l'étranger » affectait le fonctionnement des ONG. (...) (Les ONG jouent un rôle si déterminant dans la déstabilisation des Etats et la dislocation du mouvement ouvrier, qu'ils leur accordent quasiment un statut institutionnel international privilégié au-dessus des lois des Etats, à l'instar des Etats-Unis qui vont infliger des sanctions à n'importe qui dans le monde après avoir employé le dollar lors de transactions commerciales, par exemple. Ou encore les multinationales ou les entreprises transnationales qui intentent des procès à des Etats qui refusent la commercialisation de certains produits sur leur territoire... - LVOG)

En mars, la Cour européenne des droits de l'homme a regroupé les requêtes dont elle avait été saisie par 61 ONG russes au sujet de la loi sur les « agents de l'étranger » et les a communiquées au gouvernement russe. (...) (Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es, elles ne sont pas financées par les travailleurs russes de toutes évidences. - LVOG)

Les médias restaient pour l'essentiel sous le contrôle de fait des pouvoirs publics, qui s'en servaient pour discréditer les défenseurs des droits humains, leurs opposants politiques et, plus généralement, les voix dissidentes. (...) (Comme en France, aux Etats-Unis et dans de nombreux pays, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

Poursuivant leur campagne de répression de la liberté d'expression sur internet, les pouvoirs publics ont pris diverses mesures restrictives (...) (Comme en France, aux Etats-Unis et dans de nombreux pays, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

La législation de lutte contre l'extrémisme a été élargie et de nouveau appliquée de façon arbitraire contre les formes d'expression protégées. (...) (Comme en France, aux Etats-Unis et dans de nombreux pays, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

Une loi autorisant les autorités à qualifier d'« agents de l'étranger » des médias enregistrés à l'étranger et recevant des financements de l'étranger a été promulguée en novembre. Elle avait pour conséquences de jeter le discrédit sur ces médias et de les astreindre à de sévères obligations en matière de rapport d'activités. (...) (Comme en France et aux Etats-Unis ou encore en Israël, un lieu commun qui présenté de cette manière tend à le faire oublier. - LVOG)

La Russie a fait usage de son droit de veto à cinq reprises au sein du Conseil de sécurité de l'ONU pour bloquer des résolutions destinées à imposer des sanctions pour production et utilisation d'armes chimiques en Syrie, à condamner l'attaque qui aurait été menée avec des armes

chimiques sur la ville de Khan Cheikhoun, à prier le gouvernement syrien de permettre l'accès à tous les sites et à en autoriser l'inspection, et à renouveler le mandat du Mécanisme d'enquête conjoint chargé d'identifier les personnes responsables d'attaques à l'arme chimique. (...) (La Russie a empêché que les Américains et ses alliés bombardent la Syrie et liquident Bachar el-Assad, voilà son crime ! Pour qui roulent-ils ? Vous avez la réponse. Et Les-Crises ? Vous l'avez également. - LVOG) Les Crises 5 août 2018

Inutile de publier la suite elle est à l'avenant, Amnesty International ne fait que relayer la propagande de l'Otan...

Commentaires d'internautes

1- Vulgaire propagande de ces Ong financées par notre ennemie l'oligarchie afin de préparer le terrain aux futures guerres de l'Otan menées contre les pays refusant l'ordre mondial néocon en tentant de discréditer par avance le soutien de la Russie aux pays ciblés dont en premier lieu l'Iran. Collusion entre les idiots utiles de l'imperialisme israélo-Américain et les criminels de masse qui mettent en oeuvre ses plans.

2- Il est certain que selon les critères US des "droits humains", tels qu'ils sont définis dans la Déclaration de 45 et portée sur les fonts baptismaux de l'évangélisation anticommuniste par Eleanor Roosevelt, la Russie fait figure de pays sous-développé face aux 23 exécutions en 2017 et aux 14 en 2018 aux USA.

... sans parler de la torture permanente de l'attente de l'exécution, le record à battre est de 33 ans. Walter Moody exécuté cette année à 83 ans n'aura été supplicié que pendant 22 ans.

.. ni des peines de travaux forcés ou des détentions arbitraires comme à Guantánamo.

Il est réconfortant de voir que "la lettre au Père Noël" continue à remplir sa fonction avec Amnesty à la barre même si la Russie n'est plus communiste depuis belle lurette.

Ceci n'est pas une approbation des dérives russes mais une objection sur la qualité des moucheurs... surtout si en plus s'ils se planquent à Londres.

Quand le doigt du sage montre la lune, les idiots regardent soit le doigt soit la lune. C'est le sage qu'il faut regarder.

3- J'ai parfois l'impression qu'Amnesty international est devenue un appendice de la politique washingtonienne, notamment en stigmatisant systématiquement les régimes progressistes de l'Amérique du sud. l'article publié ici me donne un peu la même impression, car c'est une instruction totalement à charge contre le gouvernement russe, alors que ne sont évoqués ni le rôle de l'église orthodoxe ni les pratiques et les pressions de divers mouvements politiques extrémistes.

4- Évidemment que la Russie a ses tares et que des abus sont commis. Personne ne conteste ça. Aucun pays n'est parfait. La France est régulièrement condamnée pour l'état déplorable des ses prisons indigne d'un pays développé. Par contre, je mets en doute l'impartialité d'Amnistie Internationale. Une ONG très loin d'être neutre et qui était en première ligne en Syrie (particulièrement à Alep) avec les "White Helmets" et l'OSDH...

5- Je n'ai pas pu lire plus que les en-têtes de paragraphe. Qui peut encore croire de telles salades indigestes prémâchées, répliquables à l'infini avec un moteur de langage branche sur le référentiel de la bien-pensance la plus épaisse? Ces rapports me font vomir. Tout cela sent la fin d'un règne, c'est trop gros et trop stupide.

Quand les médias dits alternatifs recyclent le discours de l'Otan.

- L'évacuation des Casques blancs en Syrie est-elle le prélude de l'ultime bataille ?
investigation.net 31 Juil 2018

Présentation de l'article par Investig' Action :

Investig' Action - Trahis par les Etats-Unis à l'issue des discussions entre Trump et Poutine, les rebelles syriens seraient-ils sur le point d'essayer l'assaut final? Le grand reporter Robert Fisk en pointe les signes...

Robert Fisk - Grâce à Donald Trump, c'en est fini pour les « rebelles » de Syrie qui ont été trahis par les Américains – sûrement en fin de compte par Trump lui-même au cours des discussions secrètes qu'il a eues avec Vladimir Poutine à Helsinki, peut-être le plus important des « inconnus » de ces conversations à laquelle seuls les interprètes étaient présents- comme ils ont été trahis par les Arabes du Golfe. (Vous avez le droit de verser une larme sur le sort de ces barbares après leur défaite. Les néostaliniens ne supportent pas que Poutine puisse s'entendre avec Trump sur certaines questions. Pour eux la Russie ne peut que s'opposer aux Etats-Unis, comme autrefois l'Union soviétique, qui en réalité en était le complice, mais plus discrètement, ce qui leur permettait de la soutenir hypocritement. - LVOG)

Pour quelle autre raison Poutine viendrait-il d'annoncer un investissement russe de 43 milliards d'Euros dans l'industrie pétrolière et gazière iranienne ? Ne s'agirait-il pas tout simplement de rétribuer l'Iran pour son investissement dans la guerre de Syrie ? Un cadeau de Moscou qui signifierait « merci de ce que vous avez fait mais vous pouvez partir maintenant » qui serait couronné par la marche triomphale à Téhéran des forces « victorieuses », de retour en Iran après avoir fait leur devoir révolutionnaire islamique en Syrie ? (...) (Pathétique ! - LVOG)

Et voilà ! La Russie soutient l'économie iranienne, et en échange Poutine décide pour l'Iran en Syrie. (...) (Et alors, vous préféreriez que ce soit Trump ou Netanyahu qui décide à sa place ? Ah oui, Poutine se fourvoie en s'affichant avec le régime islamique iranien ! Pourquoi, Poutine devrait être le nouveau Lénine d'un régime capitaliste ? N'importe quoi ! Staline, peut-être ! On se marre bien quand même ! - LVOG)

Mais nous devons aussi nous rappeler que les nations qui ont si longtemps cherché à renverser Assad vont maintenant essayer – tout doucement – de rétablir une certaine forme de relation avec le régime de Damas. (...) Les Américains voudront aussi faire partie du casting – à la mode Trump – et à ce moment-là Poutine sera à sa disposition. (...) (Et il a trouvé cela tout seul ce "grand reporter", bravo ! - LVOG)

Les Russes sont prêts à fournir des garanties de passage sûr pour les réfugiés – ce que ces promesses valent reste une question ouverte alors que des milliers de sans-abri craignent le régime (...) (Il ne pouvait pas terminer sans reprendre la terminologie occidentale sur "le régime" syrien, et au passage une note venimeuse contre la République arabe syrienne; - LVOG)

Totalitarisme. En liberté surveillée.

- **Un collège-lycée contraint illégalement des enfants à être traçables en permanence - laquadrature.net 30 juillet 2018**

Il y a dix jours, une lycéenne de l'établissement scolaire privé Rocroy Saint-Vincent de Paul, à Paris, a révélé un changement du règlement intérieur de l'établissement. À compter de la rentrée, chaque collégien et lycéen devra porter sur lui un porte-clef fourni à l'établissement par la start-up française New School et qui permettra de localiser l'élève via une puce Bluetooth intégrée. Voici le

résultat de notre analyse juridique et technique de ce système, concluant à son illégalité.
laquadrature.net 30 juillet 2018

Des lecteurs ne se connectent plus à ce portail, parce qu'ils estimaient que son auteur serait passer sous l'influence de théories du complot, plus précisément parce que je m'intéresse à ce que nos ennemis mijotent contre nous, dont le recours à différentes technologies pour nous surveiller d'abord, ensuite pour nous opprimer davantage, et pour finir nous réprimer. Délire, surréalisme, mythomanie, science-fiction répondent-ils, vraiment ? On a la preuve ici que c'est bien la réalité.

Vous comprenez pourquoi ces gens-là sont dangereux, parce que nier la réalité, c'est encore le meilleur moyen de la subir ou d'être impuissant pour agir dessus...

Télécharger l'article de 10 pages :

● [DOCUMENT. Un collège-lycée contraint illégalement des enfants à être traçables en permanence». \(30.07\)](#)

Les inquisiteurs veillent.

- Seins, fesses, blagues de beauf... sus aux cartes postales sexistes - Liberation.fr 05.08

Le mouvement féministe «Femmes solidaires» lance une campagne sur les réseaux sociaux pour dénoncer «l'image dégradante» des femmes véhiculées par certaines cartes postales, preuves (accablantes) à l'appui.

Avant de se lancer, elles ont joué les touristes lambda, flânant dans les boutiques de leur secteur, sans être particulièrement en alerte. Et le résultat est accablant : en quelques semaines, les quelque 10 000 membres des 190 antennes du mouvement féministe «Femmes solidaires» ont glané un sacré paquet de cartes postales sexistes, venues d'un peu partout en France. Liberation.fr 05.08

Le HuffPost en est encore là le 5 août 2018.

Lu dans l'article : Steven Seagal nommé "représentant spécial" du ministère russe des Affaires étrangères

- ...alors que les relations entre Moscou et Washington, au plus bas depuis la fin de la Guerre froide, sont notamment plombées par des divergences persistantes sur le conflit en Syrie, l'Ukraine ou encore les accusations d'ingérence russe dans la présidentielle américaine de 2016... Le HuffPost 5 août 2018

Stratégie de la déstabilisation des Etats et du chaos

- Corée du Nord: Washington impose des sanctions à une banque russe - Reuters 3 août 2018

Les Etats-Unis ont imposé vendredi des sanctions contre une banque russe en raison d'activités avec la Corée du Nord. Reuters 3 août 2018

- Nicaragua : la dérive sanglante d'Ortega - LeParisien.fr 3 août 2018

De plus en plus cruel, de plus en plus sanglant, de plus en plus insupportable. LeParisien.fr 3 août 2018

- Le taulard Lula à la présidentielle, permission impossible ? - Liberation.fr 3 août 2018

Libération se lâche ou les masques tombent...

Fake news, intox, xénophobie hystérique du clan de l'oligarchie favorable à la guerre mondiale.

- Des responsables américains sonnent l'alarme sur "la menace" russe - AFP 02.08.

En meeting en Pennsylvanie jeudi soir, Donald Trump a, une nouvelle fois, semblé qualifier l'idée d'une ingérence russe dans l'élection présidentielle de "arnaque".

Le contraste est à nouveau flagrant entre cette déclaration, lancée devant ses partisans, et la solennité de la conférence de presse tenue par les hauts responsables du renseignement américain, depuis la Maison Blanche, seulement quelques heures auparavant. AFP 02.08.

- La Russie continue à vouloir affaiblir les élections, dit Coats - Reuters 02.08.

- Les propos de Trump menacent la sécurité des journalistes, selon l'Onu - Reuters 02.08.

Bienvenue chez les dégénérés qui ont un sexe à la place du cerveau.

- Des milliers de personnes à la Gay Pride de Jérusalem, sous haute surveillance - AFP 02.08.

- A Paris, les Gay Games pour «déconstruire les représentations fondées sur l'ignorance» - Liberation.fr 02.08.

Près de 300 000 visiteurs sont attendus pour la 10e édition de ces «Jeux olympiques» LGBT, symboles de la lutte contre les discriminations, qui se tient dans la capitale à partir de ce samedi. Liberation.fr 02.08.

- Le Parlement adopte définitivement le projet de loi contre les violences sexuelles et sexistes - Liberation.fr 02.08.

- «Upskirting» Fin de parties pour les voyeurs - Liberation.fr 02.08.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

- Venezuela: Maduro dit avoir échappé à un attentat et accuse le président colombien - AFP 05.08

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé son homologue colombien Juan Manuel Santos d'être responsable d'un attentat contre lui samedi à Caracas, commis selon les autorités vénézuéliennes avec des drones chargés d'explosifs.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro a accusé son homologue colombien Juan Manuel Santos d'être responsable d'un attentat contre lui samedi à Caracas, commis selon les autorités vénézuéliennes avec des drones chargés d'explosifs.

"Aujourd'hui on a essayé de m'assassiner", a déclaré M. Maduro lors d'une intervention radio-télévisée. "Je n'ai pas de doute que le nom de Juan Manuel Santos est derrière cet attentat", a-t-il assuré.

A Bogota, le gouvernement colombien a catégoriquement rejeté cette accusation, la qualifiant d'"absurde".

Un mystérieux groupe rebelle qui serait composé de civils et de militaires a revendiqué l'action, dans un communiqué diffusé sur les réseaux sociaux.

"Nous ne pouvons pas tolérer que la population soit affamée, que les malades n'aient pas de médicaments, que la monnaie n'ait plus de valeur, que le système éducatif n'enseigne plus rien et ne fasse qu'endoctriner avec le communisme", assure ce texte. Celui-ci est signé du "Mouvement national des soldats en chemise", jusque-là inconnu.

Le ministre vénézuélien de la Communication Jorge Rodriguez avait expliqué auparavant que M. Maduro avait réchappé à un attentat commis avec des drones chargés d'explosifs alors qu'il prononçait un discours lors d'une cérémonie militaire dans le centre de Caracas.

Sept militaires ont été blessés et hospitalisés à la suite de l'attaque, a déclaré le ministre.

"Il s'agit d'un attentat contre la personne du président Nicolas Maduro", a assuré le ministre après l'incident où l'on a vu M. Maduro, en direct à la télévision gouvernementale, interrompre son discours.

En pleine allocution, après une détonation, M. Maduro, son épouse Cilia Flores et les hauts gradés qui les entouraient sur une estrade ont regardé vers le ciel, l'air surpris et inquiet.

Après quoi la caméra a montré plusieurs centaines de soldats en train de rompre soudainement les rangs et de se mettre à courir sur l'avenue où se déroulait l'événement, dans une certaine confusion. La télévision d'Etat a ensuite coupé la retransmission.

Selon le ministre de la Communication, "une charge explosive (...) a détoné à proximité de l'estrade présidentielle" et d'autres charges ont explosé en plusieurs endroits de la parade militaire.

M. Maduro "en est sorti complètement indemne et se trouve en ce moment en train d'effectuer son travail habituel", a déclaré le ministre.

Le président, a-t-il toutefois indiqué, "est en réunion permanente avec le haut commandement politique, avec les ministres et avec le haut commandement militaire".

Lors de son intervention postérieure, M. Maduro a fait état de plusieurs arrestations.

Outre le président colombien Santos, il a accusé des personnes vivant selon lui aux Etats-Unis. "Les premières investigations nous indiquent que plusieurs des financiers (de l'attentat, ndlr) vivent aux Etats-Unis, dans l'Etat de Floride", a déclaré M. Maduro.

"J'espère que le président Donald Trump est disposé à combattre les groupes terroristes", a-t-il ajouté.

Les explosions ont "causé des blessures à sept membres" de la Garde nationale bolivarienne qui étaient déployés sur le lieu de la cérémonie militaire, et ces effectifs "reçoivent actuellement des soins" dans des hôpitaux, a indiqué M. Rodriguez.

Le gouvernement a accusé "l'extrême droite", expression par laquelle il désigne l'opposition vénézuélienne, d'être impliquée dans cet "attentat".

Quelques minutes après les événements, les forces de sécurité étaient en train d'inspecter un immeuble qui se trouvait à proximité et dont la façade était noircie, a constaté l'AFP.

2-Syrie

2.1- Deux drones-espions israéliens abattus par des systèmes antiaériens syriens près de Damas - sputniknews.com 02.08.2018

Après que l'agence Sana a affirmé que des systèmes syriens de défense aérienne avaient abattu une cible à l'ouest de la capitale, un militaire syrien a confirmé ces informations à Sputnik, précisant qu'il s'agissait de deux drones de reconnaissance israéliens.

Des militaires syriens ont détruit jeudi dans la soirée deux drones appartenant à Israël, a appris Sputnik d'un militaire syrien.

«Les systèmes antiaériens syriens ont abattu deux drones-espions israéliens à l'ouest de Damas», a déclaré la source. sputniknews.com 02.08.2018

2.2- L'ambassade israélienne commente le déploiement de la police militaire russe dans le Golan - sputniknews.com 02.08.2018

Le déploiement de la police militaire russe sur le plateau du Golan a été réalisé avec l'aval de la partie israélienne, a annoncé l'ambassade de l'Etat hébreu à Moscou.

Israël «répondra avec hostilité» à toute incursion de soldats syriens sur le Golan Israël a donné son feu vert au déploiement de policiers militaires russes sur les hauteurs du Golan situées à la frontière syro-israélienne, a annoncé jeudi l'ambassade israélienne à Moscou.

«L'ambassade d'Israël en Fédération de Russie confirme que le déploiement des forces de la police militaire russe a eu lieu après des consultations avec Israël», a fait savoir le service de presse de la mission diplomatique.

Plus tôt dans la journée, l'état-major interarmées russe avait déclaré que la police militaire russe planterait huit postes d'observation sur le plateau du Golan pour prévenir les provocations dans la région.

Exercice surprise de l'armée israélienne dans le Golan À l'issue des entretiens avec son homologue américain Donald Trump à Helsinki le 16 juillet dernier, Vladimir Poutine avait estimé nécessaire de régler la situation autour du plateau du Golan suite à la victoire définitive sur les terroristes sur le sol syrien. sputniknews.com 02.08.2018

2.3- Israël bombarde un groupe de Daesh en Syrie - Réseau Voltaire 3 août 2018

Le ministre israélien de la Défense, Avigdor Liberman, a reconnu que la guerre contre la Syrie s'achevait par le retour à la situation antérieure à 2011. Lors d'une inspection des forces israéliennes au Nord du pays, il a admis que le gouvernement de Damas était désormais le seul interlocuteur légitime dans le pays.

Changeant immédiatement son fusil d'épaule, l'armée israélienne a bombardé un groupe de Daesh côté syrien, tuant au moins sept terroristes.

Suite au sommet russo-US d'Helsinki, plusieurs États du « Moyen-Orient élargi » considèrent que la République arabe syrienne a gagné la guerre contre les jihadistes. Les Émirats arabes unis préparent la réouverture de leur ambassade. Israël a obtenu le respect de la ligne de démarcation avec la Syrie et tente de négocier un retrait des conseillers militaires et des milices pro-iraniennes d'où cet inattendu geste de bonne volonté contre ses alliés d'hier. Réseau Voltaire 3 août 2018

2.4- L'Onu se redéploie sur la ligne de démarcation syro-israélienne - Réseau Voltaire 3 août 2018

La Force des Nations unies chargée d'observer le dégagement (ou FNUOD) a réalisé, le 1er août 2018 (journée commémorative de l'Armée arabe syrienne), sa première patrouille le long de la ligne de démarcation syro-israélienne depuis quatre ans.

La FNUOD avait été chassée de ses positions, le 28 août 2014, et remplacée par Al-Qaïda avec l'aide de l'armée israélienne. Les Nations unies avaient versé par virement bancaire une rançon à l'organisation terroriste pour obtenir la libération de 45 Casques bleus fidjiens enlevés. Jamais l'Onu n'a révélé le nom du détenteur du compte bancaire.

Les Casques bleus ont été symboliquement escortés par la Police militaire russe ; laquelle a implanté 8 postes d'observation en avant de leurs lignes de manière à prévenir toute provocation, a confirmé le général Sergueï Roudskoï . Réseau Voltaire 3 août 2018

3- Yémen

- Yémen: 55 civils tués dans les attaques de jeudi sur Hodeida - AFP 4 août 2018

Au moins 55 civils ont été tués et 170 blessés dans des attaques survenues jeudi sur la ville yéménite de Hodeida, sur la mer Rouge, a indiqué vendredi le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Dans un communiqué du chef de sa délégation au Yémen, Johannes Bruwer, l'organisation a condamné cette attaque, évoquant "des explosions au sol dont les circonstances demeurent inconnues", et déplorant "le manque de respect pour la vie des civils".

Selon ce communiqué, "55 civils ont été tués et 170 autres blessés lorsqu'une série d'explosions ont frappé des secteurs densément peuplés de la ville côtière, dont un marché aux poissons et des zones entourant l'hôpital Al-Thawra", un établissement soutenu par le CICR.

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- L'ONU «choquée» par le raid à Hodeida contre «le plus grand hôpital du Yémen». - Liberation.fr 3 août 2018

- Le Yémen menacé par une nouvelle "vague majeure" de cas de choléra avertit l'OMS - AFP 3 août 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Chili

- Chili: menace de grève à la plus grande mine de cuivre au monde - AFP 3 août 2018

Les mineurs chiliens d'Escondida, plus grande mine de cuivre au monde, ont voté jeudi la grève après avoir rejeté une proposition de hausse salariale, jugée insuffisante, du groupe propriétaire anglo-australien BHP, faisant craindre une hausse des cours du métal rouge.

Quelque 84% des travailleurs affiliés au "Sindicato 1" ont approuvé l'arrêt de travail, selon le communiqué. Lors de la précédente grève, de 44 jours en 2017, la production de cuivre avait chuté de 39% au premier semestre, à 327.863 tonnes.

Sur les 2.500 adhérents au syndicat, 2.330 ont participé au vote de mercredi soir, une "chiffre historique pour notre syndicat", souligne cette instance.

Des négociations salariales étaient en cours depuis plusieurs semaines à Escondida, site qui représente 5% de la production globale, selon certains analystes.

Les travailleurs demandent notamment une augmentation de 5% et une participation salariale aux bénéfices enregistrés en 2017, à hauteur de 34.000 dollars (29.000 euros) par personne.

Lors des négociations de ces dernières semaines, l'entreprise a revu à la hausse son offre initiale de 13,5 à 15 millions de pesos chiliens, soit 23.000 dollars (19.600 euros) par travailleur de la mine, en plus d'un prêt sans intérêt et d'autres avantages.

Escondida est un des sites miniers les plus rentables du monde. Malgré la grève la plus longue de l'histoire des mines du pays, es bénéfices en 2017 ont été de 1,192 milliards de dollars (1,020 milliards d'euros), en hausse de 20% par rapport à l'année précédente.

L'activité des mines chiliennes, pilier de l'économie du pays, est tirée par l'appétit de la Chine, premier importateur mondial de métal rouge. Avec un tiers de la production de la planète, le Chili reste le champion du cuivre. AFP 3 août 2018

ECONOMIE

France

- L'armurier français Manurhin passe sous contrôle émirati - RT 2 août 2018

Le fabricant historique des pistolets de la Police a été racheté par un groupe émirati. Il avait cédé cette activité depuis plusieurs années mais restait le seul producteur français de machines de munitions.

La chambre commerciale du tribunal de grande instance de Mulhouse (Haut-Rhin) a décidé ce 1er août que le fabricant de machines de munitions Manurhin, ex-fleuron de l'armement français, serait repris par le groupe de défense des Emirats arabes unis Edic (Emirates Defense Industries Company), selon le greffe.

Fondé en 1919, Manurhin s'était rendu célèbre avec la fabrication des revolvers de la police nationale, activité aujourd'hui abandonnée au profit de la production de machines de cartoucherie. L'offre de reprise d'Edic prévoit de conserver 104 des 145 employés que comptait l'entreprise au moment de la mise en redressement judiciaire.

Trois autres groupes étaient candidats à la reprise de Manurhin : l'industriel de l'armement belge New Lachaussée, la PME française Odyssee Technologies et le groupe slovaque Delta Defence. Deux autres candidats, l'un tchèque et l'autre français, ont retiré leur offre en ne se présentant pas à l'audience.

«Le tribunal de Mulhouse, qui connaît l'unique cause de nos difficultés, s'est prononcé avec pragmatisme en faveur du projet financier le plus solide pour Manurhin », a commenté dans un communiqué le président du directoire, Rémy Thannberger.

«Edic reprend l'intégralité de notre carnet de commandes et le fait que plus des deux tiers des effectifs soient conservés à Mulhouse montre que nous avons su préserver le savoir-faire de l'entreprise, et surtout le transmettre à une nouvelle génération de collaborateurs prometteurs», a-t-il ajouté, regrettant que «la France ne croi[e] plus en son industrie».

Le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, s'est félicité de la décision du tribunal qui permet de maintenir «plus de 100 emplois industriels et de pérenniser un savoir-faire industriel exceptionnel». Seul fabricant français de machines de munitions, Manurhin était en redressement judiciaire depuis le 13 juin après avoir été placé pendant un an en procédure de sauvegarde. Il est actuellement détenu à 60% par des investisseurs alsaciens et sa direction. Celle-ci explique les difficultés du fabricant par l'impossibilité de financer son développement et d'avoir accès au crédit bancaire. Son chiffre d'affaires a chuté à 12,1 millions d'euros en 2017, soit moins de la moitié de 2016, alors que son carnet de commandes s'établissait à 100 millions d'euros. En 2017 Manurhin a connu une perte nette 2017 de 16,7 millions d'euros. RT 2 août 2018